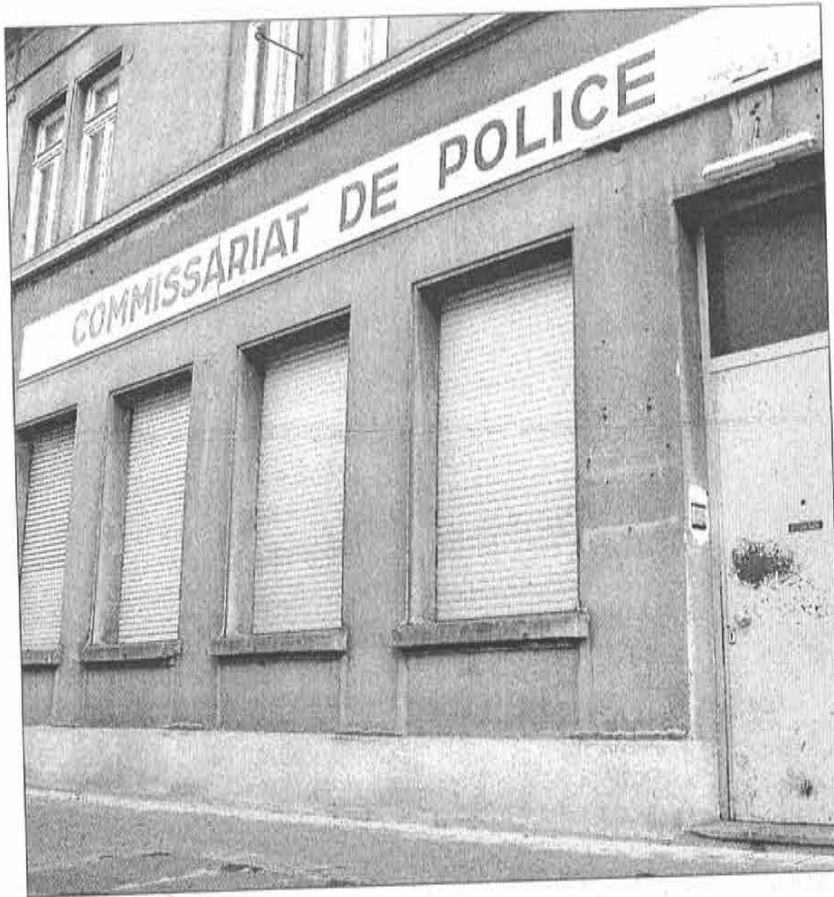




Revue de Presse 2004

179625711 30.12.09.
Ein neues Heim für Obdachlose

Kommissariat als Zufluchtsort



Das einstige Kommissariat in der Kanalstraße

Kein Dach mehr über dem Kopf: Auch in unserem reichen Großherzogtum gibt es immer mehr Obdachlose. In Esch werden sie ab dem 3. Januar im einstigen Kommissariat Unterkunft finden können.

Esch - Das Familienministerium hatte am 23. November ein Treffen mit denen Gemeinden organisiert, die von der Obdachlosenproblematik betroffen sind. Ziel war es, mit den zuständigen Vereinigungen - Caritas, das Rote Kreuz und „Stämm vun der Strooss“ - und den Kommunen gemeinsam nach Unterkunftsmöglichkeiten für Obdachlose zu suchen.

In Esch kam eine eher unerwartete Lösung. Das einstige Escher Kommissariat in der Kanalstraße wird nämlich bald eine neue Bestimmung erhalten. Das Gebäude, das seit langen Monaten schon leer steht, soll ab dem 3. Januar Obdachlose empfangen.

Gerade in dieser Jahreszeit, wo Schnee und Kälte das Leben „auf der Straße“ besonders schwer machen, wird das Asyl eine willkommene Bleibe für diejenigen



sein, die kein Zuhause mehr haben.

Eine Polizeidienststelle in ein Nachtasyl einzurichten, ist keine kleine Angelegenheit. 14 Tage lang liefen die Arbeiten auf Hochtouren. Jetzt sind sie (fast) abgeschlossen; es fehlen lediglich die Möbel, die vom Ministerium gestellt werden.



In vier Zimmer verteilt werden bis zu 15 Leute Unterkunft finden können, Frauen sowohl als Männer. Dazu zwei Aufenthaltsräume: „Hier werden die Leute abends Schach spielen oder die Zeitung lesen können“, so Maureen Lanners, die graduierte Sozialerzieherin, die für die Verwaltung des Nachtasyls zuständig ist.

Maureen hat auch die Hausordnung aufgestellt: „Selbstverständlich werden im Nachtasyl kein Alkohol und keine Drogen geduldet. Wir wollen den Leuten helfen, aber sie müssen auch lernen, sich verschiedenen Regeln zu fügen.“, betont die junge Sozialerzieherin.

Auch der Aufenthalt im Asyl ist streng geregelt. Die Obdachlosen sollen womöglich zwischen 19.00 und 21.00 eintreffen und am folgenden Morgen spätestens um 8.00 Uhr das Haus wieder verlassen haben. Warme Mahlzeiten werden nicht verteilt, dafür aber reichlich Kaffee und Brötchen.

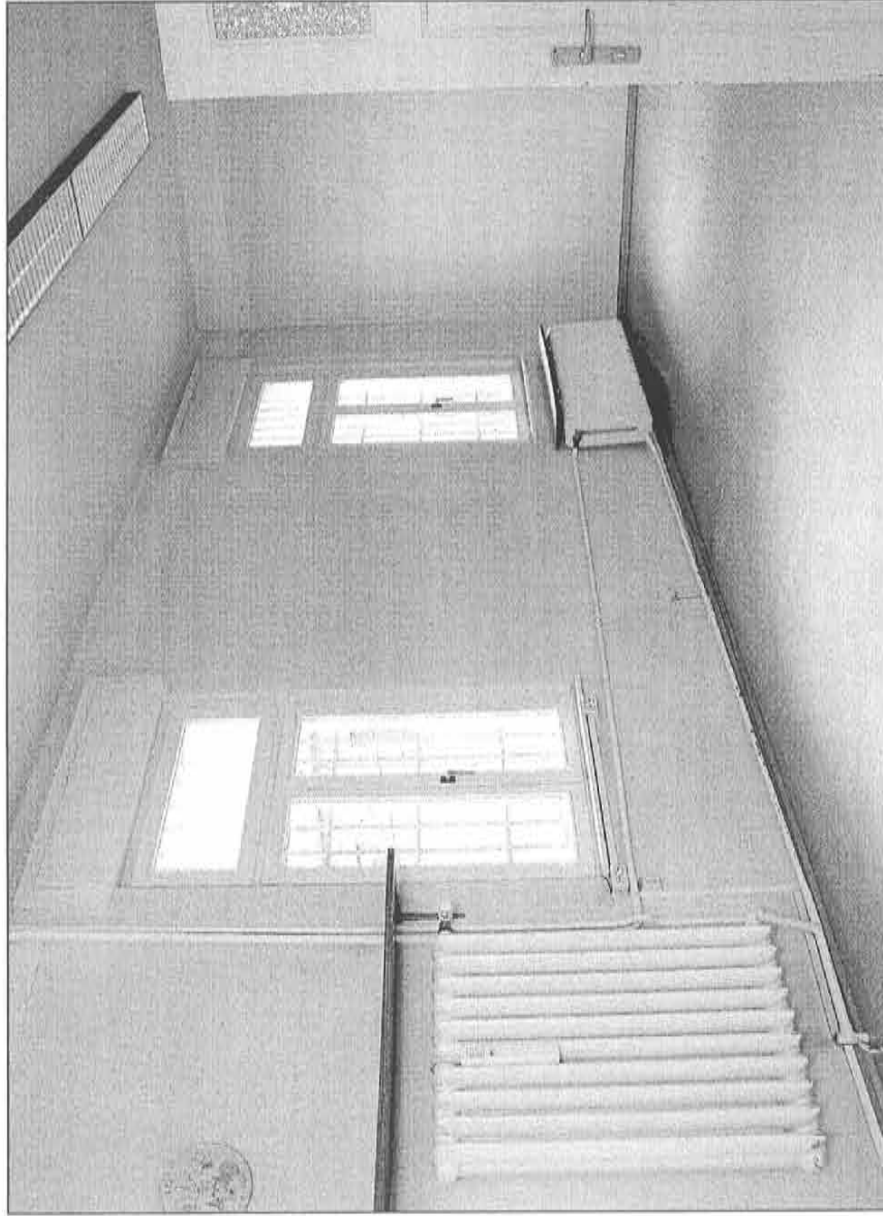
Diese Unterkunftsstelle ist aber nur eine vorübergehende Maßnahme. Am 15. April schließen sich die Türen des Kommissariats. Das Gebäude steht nämlich in einem PAP-Gebiet und kann folglich nicht als permanentes Asyl bestehen bleiben.

Wo Obdachlose in Zukunft Unterkunft finden werden? Der zuständige Schöffe für soziale Fragen, André Hoffmann, kann auf diese Frage noch keine Antwort geben. Bei der Umgestaltung des Kommissariats handele es sich um eine Dringlichkeitsmaßnahme. Aber es werde mit Sicherheit etwas unternommen werden, so Hoffmann, damit keiner in den kalten Winternächten auf der Straße erfriere.

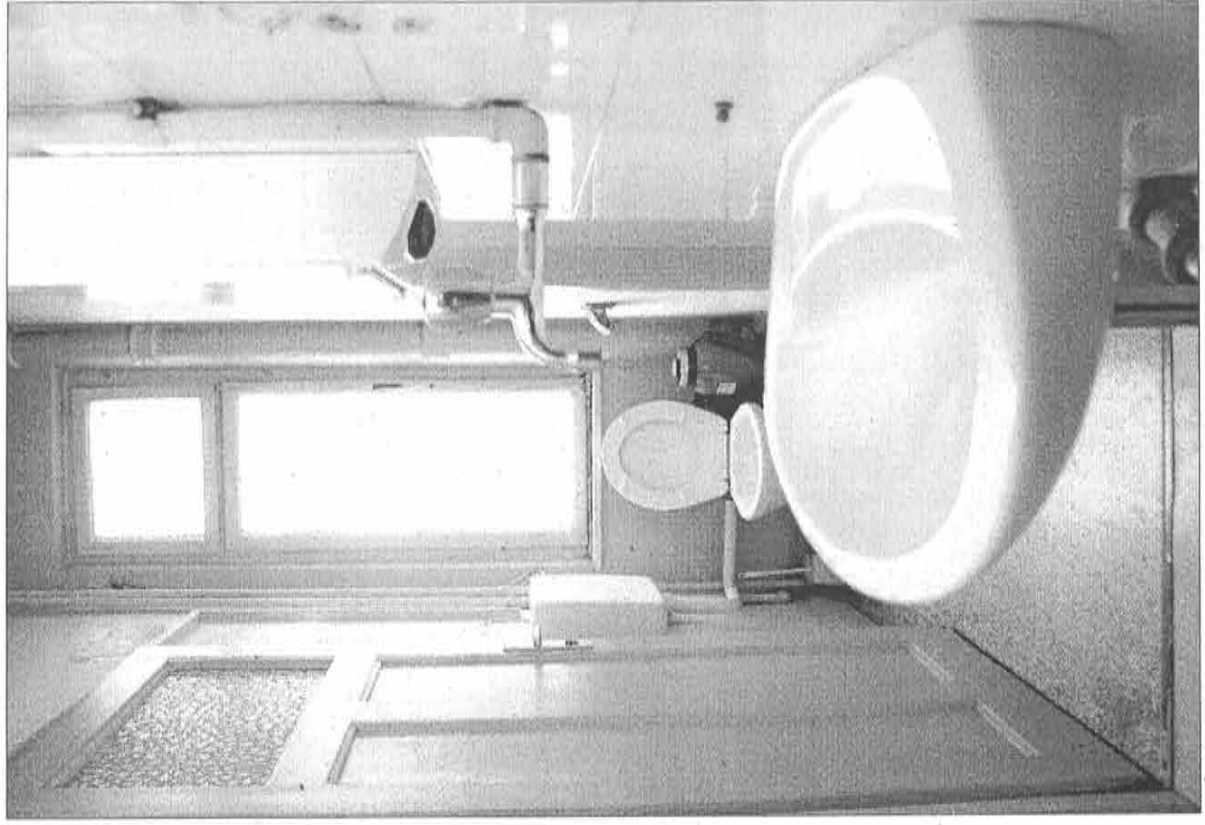
tr



Maureen Lanners ist für die Verwaltung des Nachtasyls zuständig



Fotos: Fabrizio Pizzolante



Räumlichkeiten wurden renoviert

Altes **Polizeikommissariat** mit **neuer Bestimmung**

Nachtsyl für Obdachlose

Seit langen Monaten schon steht das einstige Escher Kommissariat in der Kanalstraße leer. Nun hat es vorübergehend eine neue Bestimmung erhalten.

Esch - Um den auch in Esch lebenden Obdachlosen während der kältesten Zeit des Jahres eine Bleibe zu verschaffen, wo sie sich nachts aufhalten können (tagsüber finden sie im Lokal der „Stëmm vun der Strooss“ Platz) hat die Stadtverwaltung zusammen mit dem Familienministerium im ehemaligen Polizeikommissariat in der Kanalstraße ein Nachtsyl eingerichtet.

Ab 3. Januar 2005

Insgesamt, so Bürgermeisterin Lydia Mutsch dem Tageblatt gegenüber, stehen ab dem 3. Januar 15 Betten für die Menschen bereit, die sonst Gefahr laufen würden, in den kalten Winternächten zu erfrieren, was bekanntlich vor ein paar Jahren einmal der Fall war. Das Nachtsyl soll bis zum 31. März immer dann geöffnet sein, wenn die Temperaturen unter null Grad sinken.

fb



Foto: Alain Rischard

Bis zum 31. März soll das einstige Kommissariat als Nachtlager für Obdachlose dienen

Un peu de chaleur pour l'hiver

Ouverte depuis octobre dernier, l'antenne eschoise de la Stëmm vun der Strooss a trouvé sa place pour aider les plus démunis... surtout quand l'hiver est là.

Cet hiver, Esch-sur-Alzette semble paré pour épauler ses habitants en situation précaire grâce, notamment, à la Stëmm vun der Strooss.

Depuis le 11 octobre, l'antenne d'Esch-sur-Alzette de la Stëmm vun der Strooss aide les personnes en grande difficulté sociale habitant dans le Sud du pays. Claude Consdorf est responsable de la structure, petite sœur de celle installée à Luxembourg-Ville, rue du Cimetière. La coalition à la tête de la mairie d'Esch-sur-Alzette depuis 2000 souhaitait l'ouverture de ce service. Les travaux d'installation auront duré un peu plus de deux ans et depuis son ouverture, la Stëmm vun der Strooss a épaulé 142 personnes démunies.

Dans la petite maison rénovée située dans la Grand-Rue, au centre-ville de la Métropole du fer, un repas chaud coûte 50 cents, une boisson chaude 25 cents. Les repas sont préparés par des personnes bénéficiant d'une «mise au travail», touchant le RMG (le revenu minimum garanti) encadrées par un éducateur gradué.

La structure eschoise, ouverte de 12 à 17 h, voit passer dans sa cuisine, sa salle de bain ou sa blanchisserie, environ 30 personnes par jour. La plupart d'entre elles vivent dans la précarité, mais pas nécessairement dans la rue (squats ou logements qu'on imagine peu étendus, appartements trouvés par des associations à vocation sociale comme le fait par exemple la Stëmm vun der Strooss).

Malgré tout, ces personnes ont de grandes difficultés à joindre les deux bouts... le petit coup de pouce de la Stëmm pour manger n'est alors pas superflu.

Une action «hiver»

«Les personnes qui viennent nous voir peuvent être toxicomanes, avoir des problèmes psychiques, ils peuvent être des chômeurs de longue durée, ou des personnes qui viennent de perdre leur emploi et qui ont du mal à en retrouver un», évoque Claude Consdorf. «La population que nous accueillons ici est identique à Luxembourg, sauf qu'à Esch il n'y a pas de demandeurs d'asile, de réfugiés. Par contre, il y a ici beaucoup de jeunes, dont un bon nombre venant des nouveaux pays de l'Union européenne. La moyenne d'âge des personnes qui fréquentent des foyers comme ceux de la Stëmm vun der Strooss a d'ailleurs bais-



L'assistante sociale Claude Consdorf chapeaute la structure locale de la Stëmm vun der Strooss.

Comme chaque année, l'action hiver a été lancée en faveur des personnes dans la rue par le ministère de la Famille. Lorsque la température descend en dessous de zéro, les plus démunis peuvent par exemple obtenir des bons d'hôtel dans la capitale, grâce à la Caritas, se diriger au foyer Ulysse à Bonnevoie ou vers les logements de la route de Thionville près de la gare.

La commune d'Esch-sur-Alzette a quant à elle décidé d'ouvrir un foyer de nuit (lire encadré bleu ci-contre) afin que les personnes sans logement ne soient pas obligées d'aller jusqu'à la capitale, surtout pour les plus faibles, les plus âgées. Selon le recensement 2003 de l'office social de la Métropole du fer, il y aurait une trentaine de sans-abri dans la Métropole du fer.

Un foyer de nuit à Esch

Un foyer de nuit pour les sans domicile fixe doit être mis en place tout prochainement dans la rue du Canal à Esch-sur-Alzette. Cette initiative est issue de la commune d'Esch qui a pris ses responsabilités vis-à-vis des plus démunis vivant sur son territoire. Une quinzaine de lits ont été aménagés au premier étage de l'ancien commissariat. Ce local doit être accessible dès que la température passe en dessous de zéro.

Il sera mis en place jusqu'au 31 mars grâce à une collaboration étroite avec le ministère de la Famille.



le Jeudi 30 déc 2009

> Le Noël des sans-abri

Solidarité

L'hiver s'annonce très dur pour les quelque 300 sans-abri du Luxembourg.

RENÉ HOFFMANN

Selon les organisations d'aide aux sans-abri, comme Stemm vun der Strooss, Caritas,... il subsiste un manque d'infrastructures d'accueil pour les plus démunis.

Dans la capitale, les foyers Ulysse et Nuetseil sont pleins. La Métropole du fer projette la création d'un foyer. Mais ces mesures s'avèrent insuffisantes à améliorer le sort des sans domicile fixe. Beaucoup de pauvres n'obtiennent en effet que le revenu minimum garanti (RMG). Or, celui-ci ne leur permet pas toujours de se loger et de se nourrir d'une manière convenable.

A cela s'ajoutent les problèmes d'alcoolisme et de drogues. Par des températures basses, ces personnes courent de grands risques. Refroidissements, pneumonies,... sans aide, ils ne s'en sortent pas.

INITIATIVES

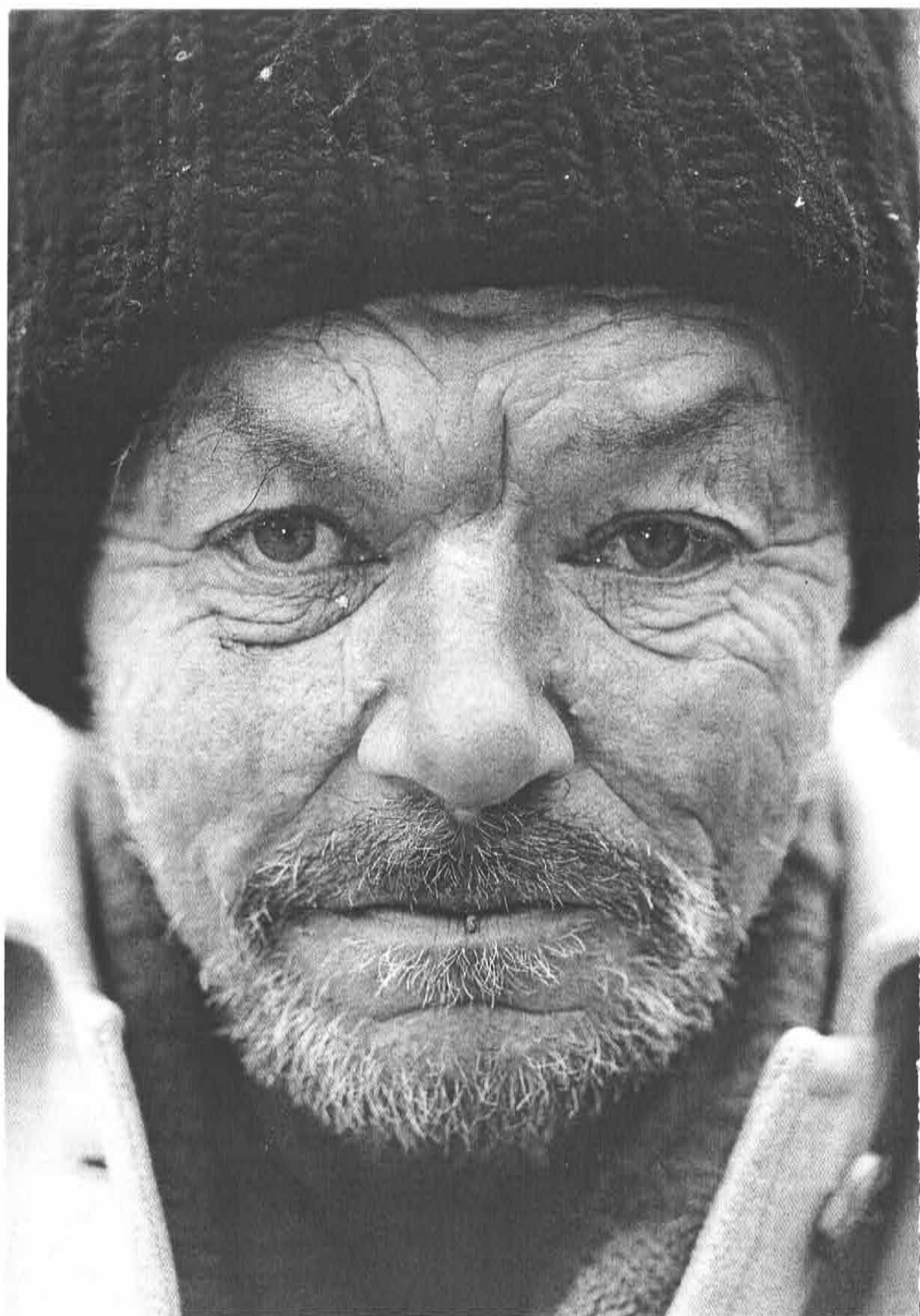
En réaction, des associations de soutien ou des personnes privées tentent d'apporter un peu d'espoir

dans la vie quotidienne des démunis. A l'image du *Noël de la rue*. Organisé depuis plus de vingt ans dans la capitale, il a été repris en 1999 par Christine Walentiny et Christiane Bourg, et il rassemble chaque année plus de cinquante sans-abri pour une messe. Pas question de les endoctriner, mais seulement de les rassembler, de leur donner l'illusion d'un Noël en famille.

Depuis 1988, la fête des pauvres a lieu au Centre Convict à Luxembourg.

Cette année, après la messe qui était aussi animée par un orchestre de bénévoles, les organisateurs avaient prévu un déjeuner. Après quoi, les participants ont pu faire une partie de quilles et passer un bon moment ensemble, au chaud. Vers 18.00h, c'était au tour du père Noël de distribuer ses cadeaux: des vêtements, des cigarettes,... «J'ai perdu un de mes amis récemment. Cela me donne l'occasion d'oublier ma misère», affirme une femme en pleurs.

Le soir, chacun est reparti content. Certains reviennent d'ailleurs chaque année. «Si l'on ne peut pas sortir ces gens de leur misère, on peut néanmoins leur donner une lueur d'espoir et de courage», conclut Christine Walentiny.



Le Noël de la solidarité

À Luxembourg, la Stëmm vun der Stross a offert une soirée de Noël à plus de 100 personnes.



Photo: zineb wilhelm

À l'heure de l'apéro, l'ambiance était déjà très détendue en attendant que les tables de la Stëmm ne se garnissent plus richement que d'habitude.

Cent vingt personnes étaient attendues pour le Noël de la Stëmm vun der Stross dans la capitale. Toasts et champagne, menu de Noël et cadeaux ont permis à tous de passer une soirée à part.

Il est 18 h devant la Stëmm vun der Stross de la capitale, rue du Cimetière à Bonnevoie. Une vingtaine de personnes font la queue. Certaines ont fait un effort vestimentaire à la hauteur de leurs moyens. Toutes ont le sourire et attendent sagement de pouvoir rentrer dans la salle où se déroule leur Noël. Une de ces mêmes salles où ces gens viennent chaque jour s'offrir un repas équilibré pour 0,50 euro. À l'entrée, les collaborateurs des Stëmm de Luxembourg et Esch, bois de rennes vissés sur la tête, accueillent les invités avec des coupes de champagne et des toasts. À l'intérieur, deux salles sont déjà largement remplies. Environ 120 personnes sont attendues pour ce sixième Noël en famille. Une famille de galère, certes, mais une famille solidaire.

Cette soirée se veut un remède contre la solitude. Le mois de décembre est un mois difficile à vivre pour les visiteurs de la Stëmm. «Beaucoup n'ont plus de contact avec leur famille. Noël leur rappelle des moments tristes», explique Alexandra Oxacelay, chargée

de direction de la Stëmm. L'idée du suicide est plus fréquente. Et les coups de pompe commencent dès le début de ce mois de décembre, mois des festivités. «Ils sont plus agressifs, plus dépressifs. Ceux qui travaillaient le font moins rigoureusement», poursuit Alexandra Oxacelay.

Pour les travailleurs sociaux de la Stëmm, cette soirée a aussi son originalité. Elle constitue une bulle d'air dans un travail parfois difficile. «Ce soir, on ne parle pas de problèmes. On fait la fête. C'est quand même exceptionnel», confie Alexandra Oxacelay. Tous ont eu le mérite de concilier leur travail quotidien et la préparation de la fête de jeudi soir. Depuis un mois, ils s'attachent à trouver des dons, à préparer les menus, à réfléchir au déroulement de la soirée.

Écharpe et sac de couchage pour tous

Le personnel craignait quelques échauffourées en fin de soirée, l'alcool aidant, mais celui-ci était distribué au compte-gouttes. Les cadeaux de Noël ont ainsi été distribués le plus tard possible pour maintenir sages les quelques tribulations de l'assemblée. La soirée pouvait se prolonger tard dans la nuit, accompagnée par des chants de Noël.

13. 17. 12. 04

Weihnachtsfeier der „Stëmm vun der Strooss“

Menschliche Wärme und ein gutes Essen für die Vergessenen unserer Gesellschaft

Luxemburg - Sie sind ohne festen Wohnsitz und ohne Arbeit, leben auf der Straße und verbringen die Nacht in Notunterkünften. Alkohol, Drogen, Arbeitslosigkeit und Probleme mit dem Lebenspartner oder der Familie sind nur einige der Gründe, warum sie heute ein Leben als Obdachlose führen.

Für sie, die Außenseiter unserer Wohlfahrtsgesellschaft, veranstaltete die 1996 gegründete Veranstaltung „Stëmm vun der Strooss“ am Donnerstag ihre traditionelle Weihnachtsfeier.

Weit über hundert obdachlose Männer und Frauen aus der Hauptstadt und ihren Randgemeinden, darunter viele junge Leute, kamen ins Bonneweger Foyer der Vereinigung, wo sie von Alexandra Oxacelay und ihren Mitarbeitern begrüßt wurden.

Neben einem guten, von den Pfadfindern der FNEL zubereiteten Essen, bei dem als krönender Abschluss eine „Bûche“ serviert wurde, hatte auch der Weih-



Foto: Fabrizio Pizzolante

Auch der Weihnachtsmann war mit von der Partie

nachtsmann seinen Besuch angesagt und verteilte Schlafsäcke sowie Schals für die kalte Jahreszeit.

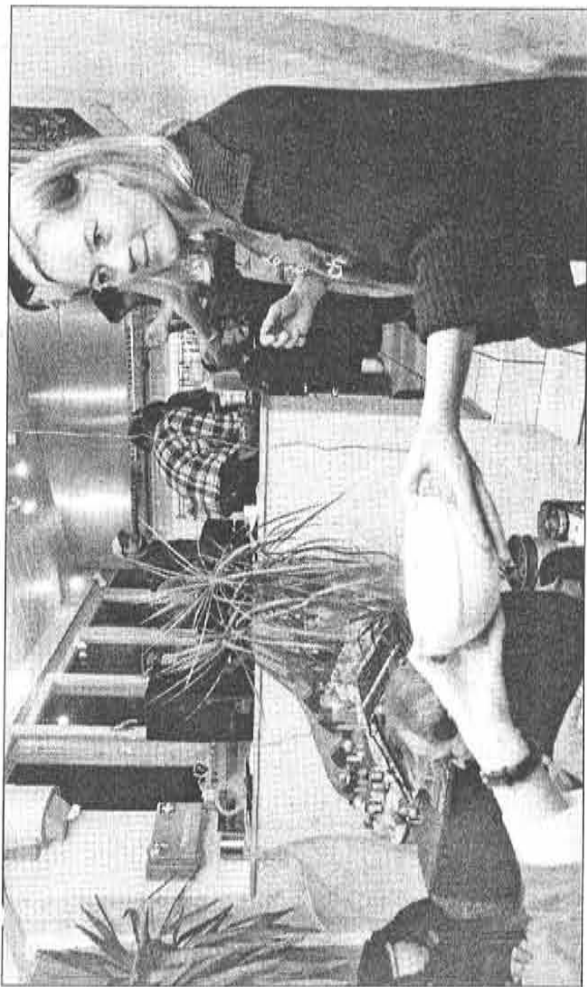
Ein schönes Fest für alle, die nicht auf der Sonnenseite des Lebens stehen, denen die Herzlichkeit und menschliche Wärme

cg.

Alle Teilnehmer erhielten anfangs der Feier drei Gutscheine, die sie gegen „Schampes“ – ausnahmeweise wurde am Tag der Feier auch Alkohol serviert – eintauschen konnten. Speziell zum Weihnachtsfest war ein Zelt im Garten errichtet worden, um die zahlreichen Gäste unterbringen zu können. Zur Unterhaltung wurde Weihnachtsmusik gespielt. Das Fest klang gegen 1 Uhr aus.

Die „Stëmm vun der Strooss“ wird durch eine Vereinbarung mit dem Gesundheitsministerium finanziert und arbeitet eng mit dem Luxemburger Roten Kreuz zusammen. Die Zielgruppe sind Menschen, die obdachlos sind, eine Arbeit suchen, das „Revenu mensuel garanti“ (RMG) beziehen, eine gewisse Zeit im Gefängnis verbracht haben oder drogen-, alkohol- oder medikamentabhängig oder psychisch krank sind.

Das Angebot der „Stëmm vun der Strooss“ in Bonneweg besteht aus dem Café Treffpunkt, einer mobilen Ambulanz, dem zweimal monatlich erscheinenden Magazin „Stëmm vun der Strooss“, einer monatlichen Radiosendung, einer Kleiderstube, einer sozialen Beratungsstelle und der sozialen Wohnungsvermittlung „Immo-Stëmm“. Als problematisch bezeichnete Alexandra Oxacelay, Direktionsbeauf-



Die Scouten der FNEL kochten das Festtagsmahl.

tragte, die Tatsache, dass die „Stëmm“ nicht am Wochenende geöffnet sei. Zur „Stëmm vun der Strooss“ in Bonneweg kamen im Jahr 2004 insgesamt 739 Menschen, 83 Prozent waren Männer. Was die Nationalitäten betrifft, so waren etwa 38 Prozent der Besucher Luxemburger, 21 Prozent stammten aus der Europäischen Union der 15, aus Afrika kamen 18 Prozent. Circa sieben Prozent waren aus den zehn neuen Ländern der Europäischen Union.

Zahlreiche ehrenamtliche Helfer bei „Stëmm vun der Strooss“

Aus Nicht-EU-Europa stammten fünf Prozent. Drei Prozent der Befürworter hatten eine asiatische Staatsbürgerschaft, und zwei Prozent stammten vom amerikanischen Kontinent. Die Mitarbeiter

bestehen neben dem hauptamtlichen Personal aus Beschäftigten, die im Rahmen eines „Travail d'utilité publique“ bei der „Stëmm vun der Strooss“ angestellt sind. Gleichzeitig helfen Freiwillige, die regelmäßig zum Treffpunkt kommen, eifrig mit, um den Wünschen und Bedürfnissen der Hilfesuchenden Rechnung zu tragen.

Das Angebot der Vereinigung „Stëmm vun der Strooss“ wird durch das tatkräftige und vielseitige Engagement von ehrenamtlichen Helfern ergänzt. Alphabetisierungskurse, Computerkurse, Besuche in Krankenhäusern und im Gefängnis gehört zum weit gefächerten Aufgabenbereich der freiwilligen Helfer. Auch sollen sie den Menschen Gehör schenken und mit ihnen reden.

Zudem hat die Initiative „Immo-Stëmm“ sich zum Ziel gesetzt, den freien Wohnungsmarkt Menschen mit geringem Einkommen zugänglich zu machen.

Wie Marcel Detaille, Präsident des Verwaltungsrats der „Stëmm vun der Strooss“, erklärte, kommen täglich 30 Personen zum Essen zum Sitz der Vereinigung nach Esch/Alzette. Das renovierte Haus, das der Vereinigung von der Gemeinde Esch/Alzette zur Verfügung gestellt wird, ist seit etwa einem Monat geöffnet.

Auf Nummer 32 in der Grand-Rue befinden sich neben einem Café eine soziale Beratungsstelle, die Kleiderstube „Dress for success“, sanitäre Einrichtungen (Dusche und WC) sowie eine Wäscherei.

„Wir brauchen vor allem Kleidung und Unterwäsche“, so Marcel Detaille. „Die Leute können sie vorbeibringen, bei großen Mengen holen wir sie ab.“ Es müsste mehr Kleidung gewaschen werden, aber zurzeit sei die Kapazität dazu beschränkt, meinte der Präsident zum Schluss.

Spenden für die Vereinigung „Stëmm vun der Strooss“ können auf das Konto LU63 0019 2100 0888 3000 überwiesen werden.



www.stemm-vun-der-strooss.lu

Lëtzebuerg – Stad a Land

Luxem

Am Donnerstagabend in Bonneweg

Merry Christmas: Schals und Schlafsäcke für 120 Gä

Die „Stëmm vun der Strooss“ organisierte ihr traditionelles Weihnachtsfest

Rund 120 Besucher sollten sich am Donnerstagabend einfänden, um gemeinsam Weihnachten zu feiern. Wie bereits in den Vorjahren kochten die Scouten der „NEL“ das Festtagessen. Auf dem Menü standen eine klare Suppe, Kalbsgeschnetzeltes mit Nudeln und grünen Bohnen sowie eine „Bûche de Noël“ zum Nachsch. Ein Dutzend freiwilliger Helfer der „Street Bank“ übernahmen die Bedienung an den Tischen. Schließlich erschien auch der Weihnachtsmann höchstpersönlich, um den Anwesenden Geschenke zu überreichen. Verchenkt wurden dieses Jahr Schlafsäcke und Schals. Das Fest wurde von den zahlreichen langjährigen Spendern und Helfern unterstützt.



Gefeiert wurde bis 1 Uhr morgens.

(Photos: Guy Jallay)

NEW SPOON^{LU}

DÉCEMBRE
2004

THE LIFESTYLE MAGAZINE FOR LUXEMBOURG

Nomades du vide Comment faire diminuer ses impôts? Noël dans le monde Snowspirit



NOMADES DU VIDE

Alors que les indicateurs ne manquent pas pour glorifier le dogme de la croissance économique et de la poursuite d'un productivisme mondialisé, plus d'un milliard de personnes dans le monde vivent encore dans l'extrême pauvreté, et nombre d'entre elles voient leur niveau de vie régresser constamment. De nos jours, on constate que le phénomène des sans-abri ne se limite pas aux pays les plus pauvres du monde. En effet, se trouver sans domicile fixe pendant une période plus ou moins longue est le sort de nombreuses personnes vivant dans tous les pays, y compris ceux qu'on estime être les plus riches de la planète. Et le Luxembourg n'échappe donc pas à la règle, connaissant aussi son lot de personnes démunies. Tour d'horizon.

La pratique du nomadisme comme l'expérience d'un mode de vie différent, plus libre, dégagé des contraintes de la société, est plutôt mal vu dans notre société capitaliste qui rejette virulemment l'oisiveté et qui n'admet, entre l'interstice de ses œillères, que le nomadisme codifié (en famille ou en groupe, à dates fixes, en fins de semaine et lors des vacances d'été, sur des circuits à la progression balisée...). En revanche, pour ce qui concerne le nomadisme au sens propre du terme, à savoir errer par obligation parce qu'on n'a pas de domicile fixe, on préfère fermer les yeux. Pourtant, les plus récentes estimations concernant l'ampleur du phénomène de l'itinérance qui ont été publiées par des organisations internationales sont alarmantes. À l'échelle mondiale, on estime que plus d'un milliard d'individus sont mal logés et que 100 millions d'entre eux vivent littéralement dans la rue.

Qui sont ces sans-abri ? Avant même de répondre à cette question il est nécessaire de s'affranchir de l'image traditionnelle qui veut que les personnes sans domiciles fixes soient représentées comme un groupe relativement homogène, composé majoritairement d'hommes d'âges mûrs, alcooliques et vaguement délirants. L'une des tentatives de catégorisation des sans-abri par l'observatoire européen du sans-abrisme qui coordonne les travaux de recherches réalisés pour le compte de la Feantsa (Fédération Européenne des Associations Nationales Travaillant avec les Sans-Abri) consiste

à distinguer 3 catégories de personnes pouvant être qualifiées de sans-abri.

1) Les « sans-abri » (en anglais « roofless ») ou *sans-abri chroniques*, qui regroupent les personnes qui vivent en marge de la société.

- personnes dans la rue,
- personnes séjournant dans des foyers de nuit (qui sont forcées de vivre une partie de la journée dans la rue).

2) Les « sans logements » (en anglais « houseless ») ou *sans-abri cycliques*, qui correspondent à des individus qui perdent leur logement par suite de divers changements de situation de vie.

- personnes se trouvant, à titre temporaire, dans des foyers et/ou refuges (foyers pour femmes battues) ou d'autres struc-

tures temporaires (chambres d'hôtels, pensions, foyers pour réfugiés ou demandeurs d'asile, etc.),

- personnes séjournant en institution (prison, centres thérapeutiques, ...) et devant quitter cette institution prochainement sans savoir où aller.

3) Les personnes se trouvant dans un « logement incertain » et donc menacées de devenir sans logement ou sans-abri d'un jour à l'autre ou *sans-abri temporaires* qui perdent leur logement pendant une période relativement courte et temporaire.

- des personnes se trouvant dans une structure où elles doivent remplir, sous peine d'exclusion, certaines conditions comme par exemple, accepter un suivi par un travailleur social,





• Foyer « L'lysse »	premier accueil
• Teistuff	

• Centre de l'Oseraie	Logement
• Maisons de Resocialisation	
• Logement encadré	

• Valeriuschaff	Travail
• Eilerenger Wäschbur	

- des personnes condamnées à déguerpir de leur logement à une date précise mais ne sachant pas où aller,
- des personnes recueillies temporairement par des membres de la famille ou des amis,
- des personnes se trouvant sous la menace de violences, personnes se trouvant dans des logements provisoires sans contrat légal.

Malheureusement, il n'existe pas à l'heure actuelle de statistiques fiables concernant le sans-abrisme au Luxembourg. Aucune enquête, si ce n'est celle réalisée à la demande de la Feantsa n'a été faite depuis 1996. A l'époque, on dénombrait 343 sans-abri dont 160 femmes et 183 hommes. Le rapport de 1996 pour la Feantsa soulignait « *qu'une estimation représentative de la situation du sans-abrisme au sens large du terme, c'est-à-dire en prenant en compte les personnes en institution et celles qui sont hébergées dans des logements accompagnés, n'est possible pour l'instant. Ceci est dû à l'absence d'une base de données qui organise de façon systématique les informations concernant les personnes en manque de logements ou celles qui nécessitent un suivi socio psychologique pour se stabiliser dans le temps.* »

A défaut de pouvoir se baser sur des données exactes et afin de se rapprocher davantage de la réalité des chiffres, nous nous référons aux indicateurs indirects et notamment, au nombre de passage dans les centres d'accueil pour se rendre compte de l'ampleur du phénomène. René Kneip, chargé de direction de Caritas Accueil et Solidarité asbl., nous éclaire à ce sujet en avançant les chiffres suivants : Pour la catégorie 1 : entre 250 et 300 personnes à une date fixe et entre 800 à 1200 personnes différentes sur une année ; catégorie 2 : entre 1500 et 2000 sur une année ; catégorie 3 : plusieurs milliers de personnes. Bien que le travail de comptage soit

difficile, force est de constater que la misère prospère sans pour autant alarmer les autorités...

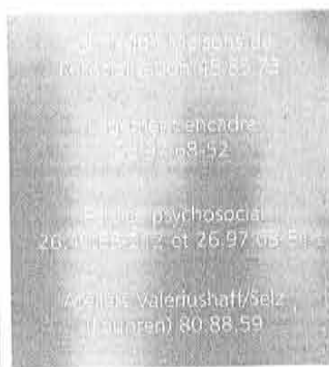
La composition de cette population cible, est-elle si « très hétéroclite », selon le directeur de Caritas pour qui devenir sans domicile fixe de nos jours peut arriver à « tout un chacun dans un laps de temps relativement court », à condition de vous trouvez un jour sans le sou. Dans la majorité des cas, les sans-abri sont « sans emploi régulier, présentent des problèmes de santé plus ou moins importants (maladies physiques, maladies psychiques, problèmes de dépendances) et n'ont plus de liens familiaux et/ou sociaux réguliers. » Quant à la catégorie d'âge la plus représentée, les personnes âgées de 30 à 50 ans sont les plus nombreuses. Tandis que les moins de 30 ans sont en augmentation constante ces dernières années et notamment les jeunes toxicomanes de moins de 25 ans, les hommes sont largement majoritaires (+/-75%). Enfin, la plupart des personnes sont célibataires ou divorcées/séparées.

Il importe de se rappeler que le phénomène des sans-abri est un problème de logement : l'ampleur actuelle du phénomène de l'itinérance est en grande partie la conséquence d'une pénurie de logements à prix modique pour les pauvres. La hausse des prix du parc de logements à Luxembourg serait-elle une explication possible à l'augmentation du nombre de sans-abri ? Pour René Kneip, « il est évident que celle-ci a une influence sur le nombre des sans-abri. Non seulement il devient de plus en plus difficile, même pour des personnes touchant un revenu moyen, de trouver un logement financièrement accessible, mais beaucoup de personnes se trouvant « en institution », comme par exemple le foyer Ulysses, sont forcées de rester dans ces institu-



tions, même si d'un point de vue psychosocial, elles seraient tout à fait capables de mener une vie indépendante et autonome dans un milieu social normal. » Un constat qui vaut pour un grand nombre d'institutions qui affichent complet ! « De nouveaux demandeurs se présentent à l'entrée, mais doivent être refusés parce que les « anciens » bloquent les quelques places disponibles », nous explique-t-il.

Cela dit, il est intéressant de constater qu'être sans-abri n'est pas un point d'aboutissement, mais une situation mouvante et récurrente pour les plus pauvres. En effet, cette condition loin d'être statique résulte en général d'une situation « d'instabilité résidentielle » comme nous le démontre René Kneip au travers de ce résonnement volontairement simpliste: « un homme violent, sur base de la nouvelle législation sur la violence conjugale, peut-être mis à la porte d'un moment à l'autre de son propre domicile. Disposant de quelques épargnes, il va d'abord s'installer dans un hôtel. Voyant que la recherche d'un nouveau logement se présente plus difficile-



Infirmité

Centre d'Accueil
Rue de la Gare 15 85 73

Centre d'Accueil
Rue de la Gare 15 85 73

Centre psychosocial
26.01.85.12 et 26.97.03.51

Centre Valeriuschaff/Selz
(Luxemburg) 80 88 59

Atelier-Buanderie Ehlerange
26.17.96.1

Kleideratelier/Esch-sur-Alzette
54.31.71

Caritas Accueil et Solidarité asbl
3, Dernier Sol
L 2543

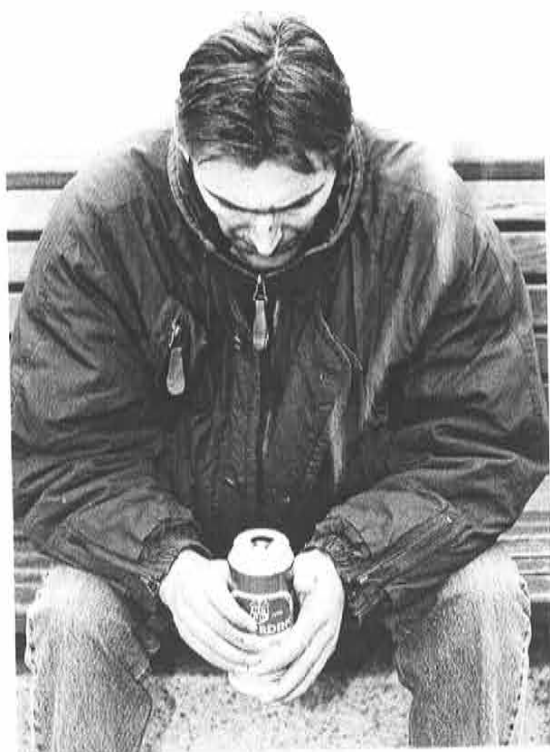
Luxembourg-Bonnevoie
26.49.68.23/233

ment qu'initialement prévu, il s'adressera à son frère qui va l'héberger temporairement. Suite à une dispute, ce dernier le met à la porte. Ne disposant plus d'argent, il va passer quelques nuits à la belle étoile et au bout de quelques jours, il s'adresse à un foyer de nuit pour sans-abri pour l'héberger. Voilà, bien qu'un peu exagérée, la nouvelle forme de l'itinérance. Celle-ci n'est donc plus géographique, mais elle est avant tout fonctionnelle ou plutôt liée à la condition de vie de la personne concernée. » Et d'ajouter, « en une année le Foyer de nuit Ulysse de Caritas Accueil et Solidarité héberge, dans ses 64 lits, entre 750 et 850 personnes différentes par an. Théoriquement ceci voudrait dire qu'en moyenne 2 personnes deviennent sans-abri au Luxembourg tous les jours. Bien que ceci reste à prouver, nous considé-

rons qu'un nombre plus ou moins identique « perd » la condition de sans-abri tous les jours. »

Néanmoins, ce constat ne correspond pas exactement à la réalité des sans-abri chroniques, pour qui la réinsertion (ont-ils jamais été insérés ?) est plus chaotique, voire impossible. En sus d'une exclusion économique, ils subissent une exclusion sociale, à laquelle vient s'ajouter généralement une appétence particulière à l'alcool ou aux produits psychotropes qui les rendent vulnérables et en proie à une inévitable désocialisation dont il semble difficilement possible de « guérir ». Peut-être ne faut-il pas oublier que le temps de l'errance est aussi un temps de déviance, de rejet et de souffrance. Raphaël, 28 ans, résident au foyer Ulysse, nous explique que depuis une dizaine d'années, sa vie ressemble à de véritables « montagnes russes ». Quant à Daniel, 46 ans, autre naufragé de la vie, il nous avoue ne pas avoir suffisamment de volonté pour s'en sortir et qu'« il est plus facile de se suicider à petit feu. » L'inclusion sociale et donc une réinsertion réussie passe par le travail. Mais est-elle véritablement adaptée aux sans-abri chroniques ? Par ailleurs, on pourrait se demander si le désir d'en faire des sujets autonomes, économiquement viables ne relève pas du fantasme des inclus... Certes, les associations d'aide aux plus démunis lorsqu'elles déploient avec intelligence des mesures d'aide adaptées, peuvent leur permettre d'aller mieux. Mais les plus abîmés tiennent-ils longtemps le coup ? Dans la réalité, ces mesures d'urgence ponctuelles occultent bien souvent la situation chronique de chaque individu. Le discours de Daniel en dit long à ce sujet, « trop de personnes veulent vous aider et ça ne débouche à rien quand on a pas la volonté de se faire aider. »

Si vous rencontrez une personne très démunie, ayez le réflexe de lui venir en aide.



« Agir ensemble en faveur de l'inclusion »



• René Kneip, directeur Caritas Accueil et Solidarité

Pour tenter de soustraire les plus nécessiteux des morsures du froid, des associations caritatives dispensent chaque année auprès des personnes en difficulté, des services d'aide. Caritas Accueil et Solidarité fait partie de ces structures d'accueil qui tentent au quotidien de répondre aux besoins des différents sous-groupes des personnes sans domiciles fixes ou à risque de le devenir. Devant l'urgence de cette précarité endémique, René Kneip, chargé de direction de Caritas, déploie toute son énergie pour agir en faveur de l'inclusion.

L'hiver est une période particulièrement difficile pour les personnes sans domiciles fixes ou ne disposant que d'un hébergement précaire. Pour le Grand-Duché de Luxembourg, quels sont les services d'aide dispensés par Caritas à ces personnes en difficulté ?

Les saisons n'ont aucune influence sur le nombre des personnes concernées, on devient sans-abri tout au long de l'année ! En fait, on constate un accroissement du nombre surtout au printemps et en été (par exemple le déguerpissement est rarement exécuté en automne ou en hiver). Ceci n'empêche pas que l'hiver soit la période la plus difficile, mais uniquement pour les personnes qui doivent coucher à la « belle étoile » ou dans des « squats ». Depuis 3 ans, et en collaboration avec le Ministère de la Famille (frais de fonctionnement) et la Ville de Luxembourg (frais de personnel), Caritas Accueil et Solidarité offre un service d'hébergement d'urgence dans des chambres d'hôtels pendant les mois d'hiver. Durant l'hiver 2002/2003, 191 personnes différentes ont pu

profiter, à certains moments, de cette mesure et 284 personnes différentes durant l'hiver 2003/2004. A ceux-ci, s'ajoutent toutes les personnes qui ont trouvées accueil dans un des 64 lits dont dispose le Foyer Ulysse qui, durant ces mêmes périodes, affichait complet pratiquement tous les jours, ainsi que le Foyer Nuetseil (foyer de nuit pour toxicomanes) qui a ouvert ses portes à la mi-décembre 2003 et qui dispose d'une quarantaine de lits.

Combien comptez-vous de places d'accueil en faveur des plus défavorisés ?

Au Foyer Ulysse nous disposons de 2 dortoirs à 6 lits, de 2 dortoirs à 4 lits, de 18 chambres à 2 lits et de 8 chambres individuelles, soit 64 lits au total.

Pour connaître les possibilités d'accueil, être orienté vers un hébergement d'urgence, quel numéro suffit-il de composer ?

264968-1 (centrale téléphonique au Centre Accueil et Solidarité - 3 Dernier Sol à Luxembourg-Bonnevoie).



Quelles sont les limites de l'entraide apportée auprès des usagers des services d'hébergement et de distributions des repas chauds ?

Les prestations des structures d'accueil d'urgences traditionnelles c'est-à-dire Foyer de nuit respectivement Centre de Jour, se limitent à des prestations de première nécessité c'est-à-dire fournir un lit (la plupart du temps dans une chambre communautaire), un repas, éventuellement des vêtements et des souliers. A partir de 2000, Caritas Accueil et Solidarité essaye d'offrir à ses usagers d'autres prestations adaptées aux besoins effectifs de la personne. Lors des premiers entretiens, les travailleurs sociaux essayent de dégager ces besoins dans différents domaines : situation légale (documents d'identité), situation financière (accès aux droits sociaux), situation de logement, situation de santé, situation de travail, situation familiale/sociale. En fonction des besoins détectés, un projet d'insertion sociale et professionnelle est défini ensemble avec la personne concernée et des mesures / prestations concrètes sont déterminées. Le respect des engagements pris par l'usager est la condition pour un prolongement éventuel du contrat d'hébergement qui, dans un premier temps, est limité à 3 mois.

Le phénomène de l'itinérance n'a rien de nouveau. Il existe depuis des siècles sous des formes variées. S'il suscite davantage de préoccupations de nos jours, est-ce parce que sa présence et ses effets se manifestent plus qu'avant en milieu urbain ?

Je crois que oui ! Les personnes concernées se

concentrent dans les endroits où des structures existent. Une personne devenue sans-abri à Clervaux ne restera pas à Clervaux mais ira en Ville où elle trouvera aide et soutien. On constate également que d'antan, les personnes pauvres avaient tendance à se cacher, parce qu'elles avaient honte. Tel n'est plus le cas aujourd'hui, surtout si on se présente en groupe dans le public.

Quel est le rôle du gouvernement à l'égard de cette population sans-abri ?

Offrir des structures d'accueil d'urgence en nombre suffisant, dans toutes les régions du pays et surtout, mettre en place des « logements encadrés » (d'autres parlent de logements supervisés, accompagnés ou protégés) permettant aux personnes concernées de vivre dans « leur » logement, dans un milieu social normal tout en bénéficiant d'un encadrement psychosocial ambulatoire adapté à leurs besoins effectifs.

Le mot de la fin

Agir ensemble pour l'inclusion, tel est le « Leitmotiv » de Caritas Accueil et Solidarité. Aidez-nous à secourir ces personnes pour qu'elles arrivent à sortir de l'exclusion. Faites un don, déductible fiscalement, au numéro de compte : CCPL LU34 1111 0000 2020 0000 de la Fondation Caritas avec la mention : « aide aux sans-abri. »

caritas

L U X E M B O U R G



Les restos ont-ils du cœur?

Me faisant passer pour une sans-abri, j'ai arpenté les rues de la capitale et mendié un en-cas auprès de huit restaurants et pâtisseries. J'y ai rencontré la compassion, la générosité, l'indulgence et la gentillesse, les vraies. Celles du cœur.

TEXTE RÉGINE SEGERS PHOTOS MICHEL GRONEMBERGER

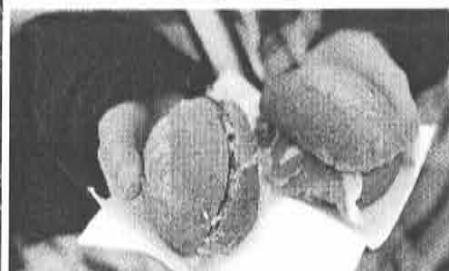
«**B**onjour, je m'appelle Régine. Ma vie n'est pas rose en ce moment. Je dors dans un centre d'accueil rue Haute. Auriez-vous une petite tartine?» Les larmes me montent aux yeux. Jamais je n'aurais imaginé prononcer pareilles paroles... Sur le seuil de plusieurs restaurants chics, je déclame ce laïus, les yeux rivés au

sol. Impossible de regarder mes interlocuteurs dans les yeux: je me sens moche, inutile, abandonnée... et qui plus est malhonnête puisque cette peau de SDF n'est pas la mienne. En tant que journaliste, ma mission du jour consiste à piéger gentiment quelques établissements bruxellois. Le but de ce petit jeu? Découvrir si la solidarité existe encore vraiment, un peu, beaucoup ou pas du tout. Les restaurateurs auront-ils le cœur de me refuser un repas malgré les surplus de nourriture destinés à la poubelle? J'avais tout imaginé: quelques «oui», quelques «non», l'un ou l'autre refus catégorique, le mépris... «Si tu sens qu'ils sont prêts à frapper, stoppe tout», m'avait même recommandé Michel, le photographe en embuscade qui m'a suivie durant ce périple. J'ai rarement été aussi heureuse de me tromper... sur toute la ligne.

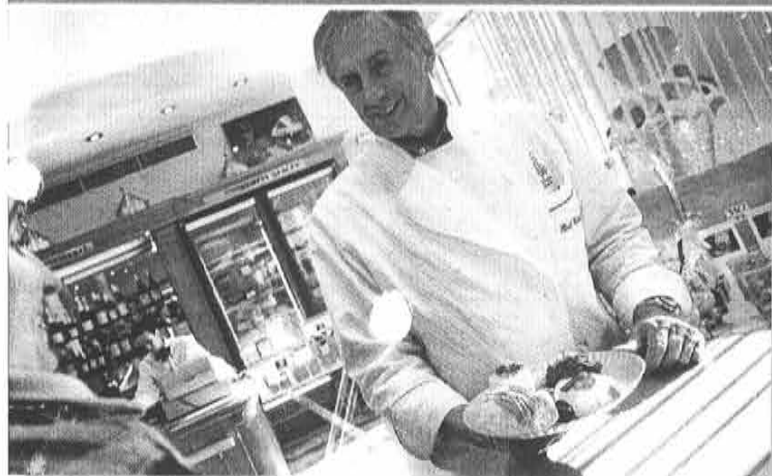
T'as le look, Coco...

Le jour du reportage, je troque mon style jean casual contre celui d'une va-nu-pieds.

A moi le vieux bonnet qui gratte, le pantalon de jogging aux genoux pochés, une veste vestige de mon adolescence et des baskets antédiluviennes dont j'ai pris soin d'enlever les lacets pour les remplacer par une misérable ficelle. Mes cheveux sont graissés à l'huile d'olive et mes doigts rongés noircis. Je n'ose pas attendre notre photographie en bas de chez moi. Si les voisins de voyaient... La réaction de Michel, le roi du téléobjectif, m'inquiète. M'apercevant, il sourit et s'étonne que de tels atours composent ma garde-robe. Joli compliment. Ce sera l'unique de la journée, je l'apprécie d'autant plus.



Aucune question, juste de la compassion



Un bolo pour la petite dame!

Direction notre première «victime»: un restaurant fraîchement étoilé à Uccle. Honteuse, je pousse sa porte et suis accueillie à bras ouverts. Dix minutes plus tard, je me régale d'un plat de tortellinis bolognaise, dans une belle assiette, avec couverts en argent. Après, je recevrai du pain et du jambon... De vrais sourires chaleureux et beaucoup d'attentions m'entourent. Je ne suis pas jugée, juste soutenue. Ô combien surprise. Deuxième resto: un petit italien à la cuisine familiale, place de l'Altitude 100 à Forest. Même histoire mais mieux encore, on m'installe à une table cosy, près de la fenêtre. «Un soda? Un café pour vous réchauffer?». Spontanément, je me «racapote» dans mon coin pour étudier la pointe de mes baskets. Les clients me dévisagent. Si seulement je pouvais m'évaporer... Le patron m'explique qu'il a choisi des macarons napolitaine

car tout le monde aime ça. Je suis d'autant plus touchée qu'ils ont réfléchi à ce qui me ferait plaisir. Je me démasque. Leur parle. Et si j'avais été un homme âgé et sale? L'accueil aurait été le même! On n'a pas le droit de laisser quelqu'un dans la rue, la faim au ventre. Seuls ceux qui demandent de l'argent sont congédiés. Troisième étape: un restaurant fort bien coté et relooké, rue du Prévôt. Le voiturier me toise, tout comme la responsable qui m'invite à attendre derrière l'épais rideau de velours à l'entrée et au chaud. Cinq minutes plus tard, elle me tend deux petits pains gris frais, fourrés de jambon Serrano. Bien plus sympa que ce qu'il m'arrive de manger certains midis.

Pâtissier rime aussi avec bonté

Au fur et à mesure de l'aventure, l'assurance me gagne. Le regard des autres pèse moins. Dans la rue, aux

côtés de notre photographe, j'en oublie mon accoutrement. Encore un, deux restaurants. Dans l'un, rue du Pape, le patron, après s'être enquis de ce que je ne suis pas végétarienne, me propose un succulent risotto, accompagné d'une boulette sauce tomate, relax, à une charmante table, dans la mezzanine. Aucune question, juste de la compassion.

Lasse de ces succès, je décide d'«attaquer» une pâtisserie. Pas la moindre, l'une des meilleures, place du Grand Sablon. Là encore: bingo! Même si la jeune employée m'invite à sortir rapidement de la boutique, elle me met à l'aise et me demande si le sucré ne me dérange pas. Mon nouveau butin? Quatre magnifiques gâteaux (au chocolat, café, framboise et marron) que j'aurai d'ailleurs du mal à rendre à leur propriétaire. Après que j'aie avoué la supercherie, Henri-Paul, le grand patron vient lui-même nous accueillir. Enfin, nous nous rendons à Jette, dans le nord de Bruxelles. Une première pâ-



A propos des sans-abri

Ni l'Institut national de statistique, ni le Service public fédéral de l'Intérieur, ni la Fondation Roi Baudouin n'ont pu nous fournir le nombre, même approximatif, de sans-abri en Belgique. Sur le terrain au quotidien, l'association La Fontaine, qui les accueille depuis plus de neuf ans, l'explique simplement: le va-et-vient constant empêche tout recensement. N'étant pas obligés de décliner leur identité pour être reçus dans un Resto du Cœur ou un dortoir, les clandestins conservent l'anonymat, certains SDF donnent de faux noms, d'autres se contentent de traverser le pays sans y rester, d'autres encore subissent un accident de parcours, se «relevant» quelques semaines plus tard... Le nombre de femmes sans toit ne fait qu'augmenter. Aujourd'hui, il atteint environ 6 %. La responsable de La Fontaine nous confirme qu'une femme ne tombe dans la rue que lorsqu'elle est extrêmement perturbée. Environ 1 % des personnes en difficulté s'en sortent, retrouvant officiellement un emploi et un logement, sans compter celles et ceux – espérons nombreux – pour qui le soleil brille à nouveau sans qu'ils le signalent.

Vite éconduite

Forte de ce 100 % de succès, j'achève par une grande chaîne européenne de restauration à service rapide. Pour y avoir travaillé en tant qu'étudiante, je sais qu'on jette beaucoup de nourriture, entre autres tout ce qui est «hors code» et donc potentiellement dangereux pour la santé (formation de bactéries après X minutes...). Leur image dynamique, jeune, pleine d'entrain me laisse espérer un festin. Vain espoir. L'étudiant à la caisse refuse: «Pas dans nos habitudes». Comme j'insiste, il part demander conseil à la manager de service, dans la pièce d'à côté. Il revient me mentir: «Pas de chance, nous avons fait une distribution hier à 18 h 30». Je m'informe de la dotation suivante. Mystère. Je l'agace. Il achève en me conseillant d'aller glaner quelques légumes dans les coulisses de la grande surface d'à côté... Je dévoile mon identité. «La presse?», affable, la manager se déplace au comptoir. Elle argue que la politique maison

est ainsi faite, principalement pour les raisons de sécurité. Elle applique le règlement à la lettre et me communique le téléphone du siège central où me renseigner davantage. S'ils délivrent leur autorisation, je pourrai revenir faire des photos. Tant Je spontanément et d'altruisme me touchent.

Moralité?

De cette expérience, je tire deux leçons. De un, tout un chacun peut tomber dans le besoin. Les centres d'aide aux sans-abri contactés nous l'ont confirmé. De deux, la vie n'est pas forcément juste mais, je l'ai vu et ressenti – alignement favorable des planètes ou non – la nature humaine est généreuse! Par ce joli jeudi ensoleillé, je regagne mon petit chez moi, plus consciente que jamais de mon immense chance, de notre immense chance. «La vie n'est pas un restaurant mais un buffet, disait Dominique Glocheux dans *C'est beau, la vie*. Levez-vous pour vous servir!»


Avertissement

Ce reportage ne peut être pris comme une invitation à quémander des repas auprès des restaurants contactés par notre journaliste.

tisserie me propose un grand pain mais à l'insu de la patronne qui pourrait ne pas apprécier la démarche. Une seconde boulangerie me demande de revenir en début de soirée afin de m'offrir ce qui n'aura pas été vendu. Accompagnée de mon acolyte, je suis au rendez-vous. Une jeune fille me tend deux sachets: l'un contient des croissants et viennoiseries, l'autre un pain multicéréales. «Vous auriez pu ne pas être seule, cela arrive de temps à autre que nous donnions un coup de main à quelqu'un qui a faim», explique-t-elle. Décidément, le régime sera pour demain.

Stëmm vun der Strooss: **le Noël des exclus**

L'association *Stëmm vun der Strooss* a fêté Noël avec les SDF et les exclus à son lieu de rencontre, le *Treffpunkt*, à Bonnevoie, hier. La lettre des membres de l'association aux autorités prend des airs de longue liste des souhaits au père Noël en cette période de fêtes.



la voix de l'uscf 24.12.04

G

L'association Stëmm vun der Strooss fête la fin de l'année avec les exclus

La liste de souhaits adressée au père Noël est longue

L'association *Stëmm vun der Strooss* a fêté Noël avec les SDF et les exclus à son lieu de rencontre, le *Treffpunkt*, à Bonnevoie, hier. La lettre des membres de l'association aux autorités prend des airs de longue liste des souhaits au père Noël en cette période de fêtes.

L'exclusion sociale a autant des visages qu'il y a d'exclus et de vécus. Une solution unique n'existe pas, de même que reposer toute la responsabilité de sa recherche sur les épaules des forces de l'ordre ne suffit pas, selon les associations luxembourgeoises travaillant contre l'exclusion. Toutes sont signataires d'une lettre de revendications sous la forme de propositions plaidant en faveur d'une approche globale adressée aux autorités. L'association *Stëmm vun der Strooss* a contribué à cette missive qui a des allures de lettre au père Noël.

Des jeunes, des anciens détenus ou patients de cliniques psychiatriques ainsi que certains demandeurs d'asile passeront les fêtes de fin d'année seuls dans la rue ou dans un cadre peu festif. Si les initiatives et des projets visant à sortir les jeunes de la rue exis-



120 personnes ont eu droit à un vrai Noël grâce à l'association Stëmm vun der Strooss. Un repas préparé par les scouts, des couvertures pour avoir bien chaud, mais le plus beau des cadeaux était sans conteste de ne pas être seul

(Photo: Guy Jallay)

tent, leur évolution est lente et la volonté politique hésitante, selon l'association.

Alexandra Oxacelay, de la *Stëmm vun der Strooss*, exprime un vœu: «Il faudrait plus de structures et plus de personnel d'encadrement pour pouvoir ouvrir les centres également le week-end.» Actuellement, les structures d'accueil d'urgence affichent complet. Faute d'encadrement adapté et de

moyens financiers, beaucoup de personnes capables de vivre de manière autonome avec un minimum de soutien dans un environnement social normal sont retranchées dans des structures ou à la rue.

La plupart de ces structures sont concentrées sur le territoire de la ville de Luxembourg. Une tendance qu'il faudrait inverser en régionalisant les centres et en mettant

fin à certaines pratiques administratives des communes. En effet, elles rayent les personnes ne se trouvant plus physiquement sur leur territoire. Cette pratique est une porte ouverte au statut de sans-abri. Le vote de la loi sur la réforme des offices sociaux et du domicile de secours est donc urgent.

Ce statut en attire souvent un autre, celui de toxicomane et vice versa. Les projets de lieu de consommation, de programme de distribution contrôlée d'héroïne, d'offre de travail rémunéré à la journée et de structures d'occupation ou de formation, approuvés au niveau gouvernemental dans le cadre des accords de coalition, pourraient constituer des solutions.

Les demandeurs d'asile font également partie des 739 personnes ayant eu recours aux services de l'association lors des dix premiers mois de l'année. Les alternatives qui pourraient s'offrir à eux restent les mêmes que pour les autres types de personnes en détresse à une exception près: les demandeurs devraient avoir accès à un emploi après six mois de procédure.

Les associations attendent à présent que les autorités déposent des surprises sous le sapin.

Sophie Kieffer

Tournoi 24.12.04

1450 € pour la «Stëmm vun der Strooss»



1450 € ont été rassemblés au mois de novembre et de décembre. Photo: bénévoles Esch/Alzette

1450 € - c'est la somme que Josiane Morn avec un petit groupe de bénévoles d'Esch-sur-Alzette ont rassemblée au mois de novembre et de décembre à l'occasion d'un marché aux livres au Parc Gerlach à Differdange, une vente de jouets au Centre Prince Henri à Walferdange et un mar-

ché de Noël à l'entrée de la Clinique Ste Maria à Esch/Alzette.

A l'approche de Noël, ce don a été remis le vendredi 16 décembre à l'asbl «Stëmm vun der Strooss» qui vient d'ouvrir une antenne au cœur de la capitale minière.

Ouvrant pour les sans domicile fixe et les exclus sociaux, l'asbl utilisera cet argent pour distribuer des repas chauds, des vêtements et des médicaments.

L'asbl prend également en charge certains arriérés de factures et, dans la mesure de ses moyens, elle accorde des avances locatives aux plus démunis.

De plus en plus de personnes sont contraintes de vivre dans la rue ou dans des logements de fortune. Au cours des 10 premiers mois de cette année, la

«Stëmm vun der Strooss» a accueilli 739 personnes qui étaient dans le besoin.

1.450 € pour la „Stëmm vun der Strooss“

T. B. 23. 12. 04

Trois belles initiatives pour une bonne cause

Esch/Alzette - C'est la somme que Josiane Morn avec un petit groupe de bénévoles d'Esch-sur-Alzette ont rassemblé au mois de novembre et de décembre à l'occasion d'un marché aux livres au Parc Gerlach à Differdange, d'une vente de jouets au Centre Prince Henri à Walferdange et d'un marché de Noël à l'entrée de la Clinique Ste-Marie à Esch/Alzette.

A l'approche de Noël, ce don a été remis le vendredi 16 décembre à l'asbl. „Stëmm vun der Strooss“, qui vient d'ouvrir une antenne au coeur de la capitale minière, au 32, Grand-rue. Oeuvrant pour les sans domicile fixe et les exclus sociaux, l'asbl. utilisera cet argent pour distribuer des repas chauds, des vêtements et des médicaments.

L'asbl. prend également en

charge certains arriérés de factures et, dans la mesure de ses moyens, elle accorde des avances locatives aux plus démunis.

De plus en plus de personnes sont contraintes de vivre dans la rue ou dans des logements de fortune. Au cours des dix premiers mois de cette année, la „Stëmm vun der Strooss“ a accueilli 739 personnes qui étaient dans le besoin.



Sur notre photo e.a., au milieu: Alexandra Oxacelay („Stëmm vun der Strooss“), Marlène Schluns-Esch, Norbert Morn, Soeur Marie-Claire Zimmer et Josiane Morn



Don pour la «Stämm vun der Strooss»

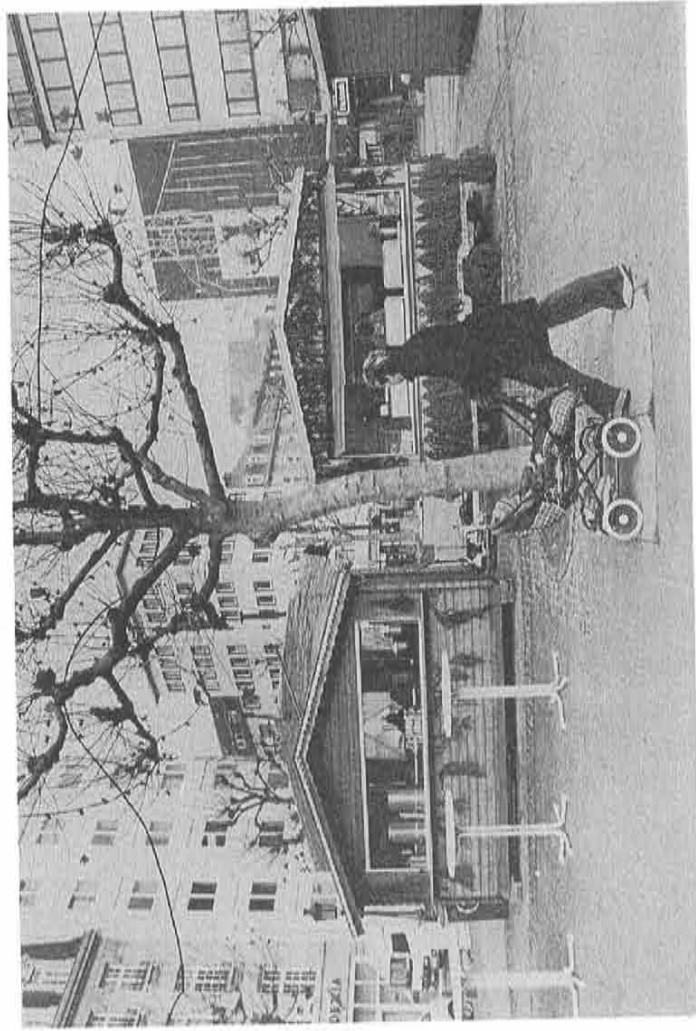
Josiane Morn et un petit groupe de bénévoles d'Esch-sur-Alzette ont rassemblé la somme de 1 450 euro au mois de novembre et de décembre à l'occasion d'un marché aux livres au „Parc Gerlach" à Differdange, d'une vente de jouets au Centre Prince Henri à Walferdange et d'un marché de Noël à l'entrée de la clinique Ste-Marie à Esch/Alzette. A l'approche de Noël, ce don

a été remis à l'asbl «Stämm vun der Strooss» qui vient d'ouvrir une antenne au cœur de la capitale minière. Ouvrant pour les sans domicile fixe et les exclus sociaux, l'asbl utilisera cet argent pour distribuer des repas chauds, des vêtements et des médicaments. Au cours des dix premiers mois de cette année, la «Stämm vun der Strooss» a accueilli 739 personnes dans le besoin.

Un toit pour les sans-logis à Esch

Un foyer de nuit sera mis en place tout prochainement pour les sans-abri du Sud du pays. Il sera situé à Esch-sur-Alzette, rue du Canal.

Lire en page 8



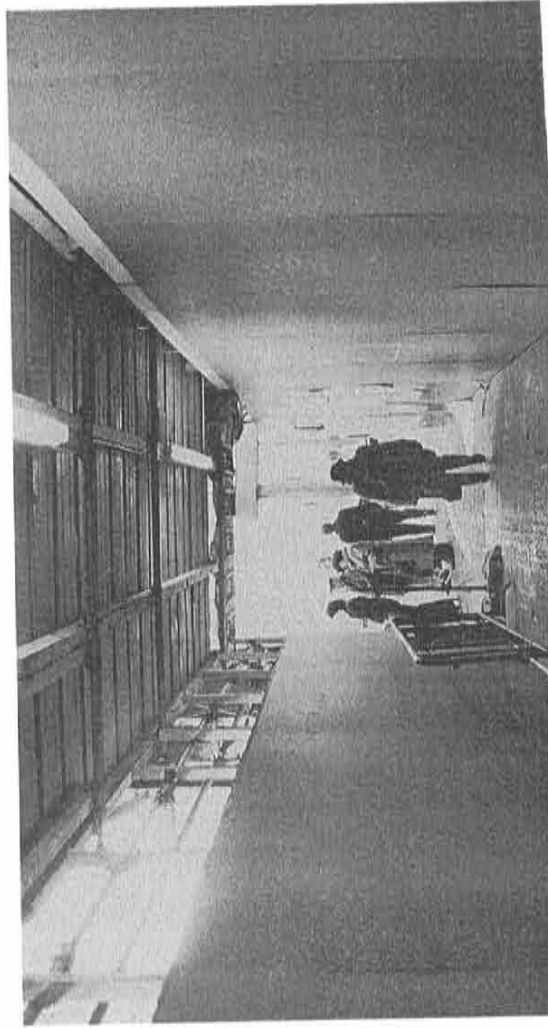
La Ville de Luxembourg renforce la surveillance
de ses espaces publics pour lutter contre le
« sentiment subjectif d'insécurité »

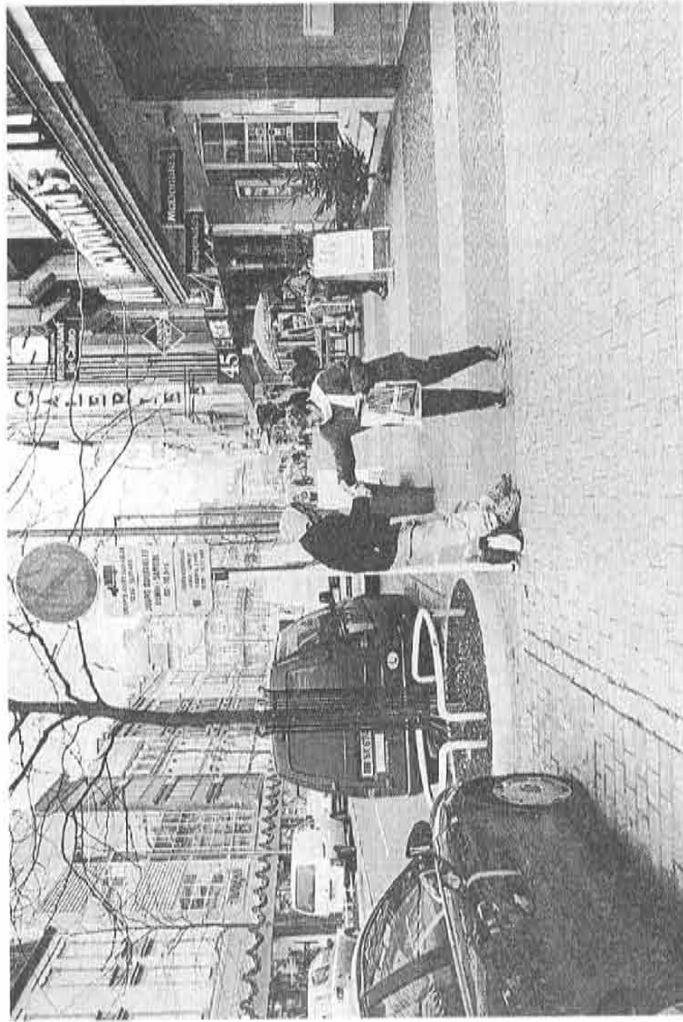
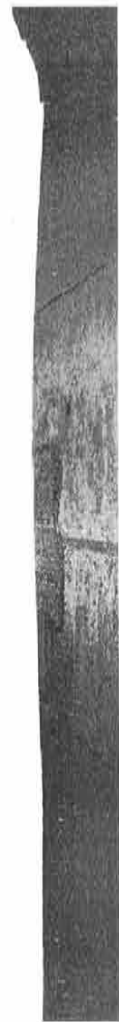
Le marché de la peur

Josée Hansen

CINQ HEURES un mercredi après-midi dans une supérette rue de Strasbourg. Entre les publicités chantées pour les ouvertures dominicales avant les fêtes et les chansons qui doivent donner envie de consumer, une voix féminine met en garde les consommateurs que « des pickpockets » pourraient œuvrer dans le magasin et invite les consommateurs et consommatrices de surveiller leurs affaires et de ne pas lais-

Sur le marché de la
peur et du
populisme, la
surenchère fait rage.
En 2004, le
Luxembourg a un
vrai problème à
accepter et à gérer
l'altérité et la
déviance





Scènes du quartier de la gare en décembre 2004 : pas plus dangereux qu'ailleurs

un caddie. On se croirait dans le métro à Paris ou à Berlin. Ne pas laisser ses affaires sans surveillance dans un lieu public n'est-ce pas la plus normale des choses ?

Un peu plus loin, place de la Gare, le simple piéton ou le voyageur pressé sont forcés de traverser un marché de Noël kitschissime, tradition allemande ou alsacienne, qui vend toutes sortes de choses aussi moches qu'inutiles parce que les syndicats d'animation du quartier, les commerçants et les responsables politiques de la capitale entendent lutter avec des pères Noël en plastique et du vin chaud contre le « sentiment subjectif d'insécurité », le nouveau fléau déclaré de ce début du XXI^e siècle.

Des jeunes qui se parlent à trois, à cinq, à dix, de surcroît aux cheveux rasta et frêpes déchiquetées, qui boivent un coup sur la place Jan Pallach et c'est un sujet garanti au journal télévisé à 19h30 : mais que fait la police ? Ne peut-elle pas les enfermer ? Ou au moins les forcer à « déguerpir » ? Un groupe de jeunes hommes qui discutent dans la rue, de préférence dans une langue étrangère – et on n'a pas encore parlé de la couleur de la peau ! – est déjà ressenti comme une « association de malfaiteurs ». Sur le marché de la peur et du populisme, la surenchère fait rage. En 2004, le Luxembourg a un vrai problème à accepter et à gérer l'altérité et la déviance. Que sont devenues la solidarité et la tolérance ?

Conscient des indéniables tensions entre la population résidente et les populations déviantes et marginales qui se retrouvent toujours dans les quartiers des gares, le conseil communal de la capitale à majorité DP/CSV, menée par le libéral Paul Helminger (voir page 2-3), essaie de faire le grand écart et de remédier d'une part aux attentes d'un électoralat arriéré (résidents âgés, commerçants colères) et de l'autre de se monter aussi compréhensif que

possible pour les services sociaux et la détresse réelle des toxicomanes, prostitué(e)s, demandeurs d'asile et autres sans-abri des quartiers aux alentours de la gare. Le meilleur moyen pour se montrer concerné est de tenter d'instaurer le dialogue entre les parties et avec la commune. Le 25 octobre dernier, la Ville a organisé un « *hearing public* » à Bonnevoie afin d'entendre les positions supposées diamétralement opposées de l'asbl SOS Gare ou des associations d'aide aux toxicomanes et de lutte contre le sida ou la pauvreté (*d'Land* 47/04).

Or, outre d'avoir permis à tous les acteurs, police, justice, services sociaux, habitants et commerçants d'exprimer leurs positions, leurs peurs, parfois leur haine et leur racisme, ce *hearing* surtout dressé un portrait consternant du pays et de sa capitale, où deux à trois nouveaux sans-abris par jour, dont beaucoup ont moins de 25 ans, et 75 consultations par heure aux services bas seuil d'Abrigado (échange de seringues, soins de première nécessité...) e.a. font dire au procureur d'État Robert Biever que la société luxembourgeoise est malade. Alors, qui doit avoir le plus peur ? Qui est la victime et qui doit être protégé de qui ?

Alors que pour SOS Gare, les graffitis sont déjà ressentis comme un problème de sécurité publique, qu'elle prône plus de présence de police avec plus de pouvoirs, ou que, pour l'Union des syndicats d'intérêts locaux de la Ville de Luxembourg (Usill), la réintroduction des bars montants est la seule réponse possible – car la plus propre et la moins voyante –, à la prostitution, les travailleurs sociaux s'inquiètent plutôt pour la survie, au sens propre du terme, des populations marginalisées et tentent de lutter contre la recrudescence du Sida, contre les overdoses, les infections, le froid et

Peut-être que le problème fondamental ne se situe pas dans la quantité d'agents de sécurité, qu'ils soient privés, publics, communaux ou étatiques

d'agir en amont : l'échec scolaire, la ségrégation par nationalités et background social, les problèmes familiaux, l'inadéquation entre formation et marché de l'emploi sont autant de problèmes auxquels certaines personnes réagissent par des comportements déviants de la norme. La plupart du temps, ce n'est même pas leur choix. Ne faudrait-il alors pas plutôt agir pour eux ? N'est-il pas légèrement plus désagréable d'être sans abri par moins six que de passer devant un sans-abri en faisant ses courses de Noël ?

Le discours politique international actuel, inspiré notamment par la communication du président américain George W. Bush, qui garde constamment un certain degré de peur dans la population afin de régner plus facilement en s'écrétant en homme fort, a aussi déjà ses retombées au Luxembourg. Luc Frieden, le ministre de la Justice, de l'Armée et de la Police, est l'homme fort de ce gouvernement et communiqué à 200 pour cent sur le thème de la sécurité. Bien sûr que la vie est pleine de dangers, bien sûr que chacun de nous peut mourir aujourd'hui, mais les risques qu'il meure d'un arrêt cardiaque ou dans un accident de voiture sont bien plus élevés que celui de se faire agresser dans la rue. Mais la peur paralyse le peuple.

public pourvu que le lieu en question présente de par sa nature, sa situation, sa configuration et sa fréquentation un risque rendant le traitement nécessaire à la sécurité des usagers ainsi qu'à la prévention d'accidents ». Mesures de sécurité pour les uns, les caméras de surveillance à tout bout de champ sont ressenties comme liberticides par les autres.

La troisième réforme que la majorité communale demande au gouvernement est l'élargissement des compétences des agents communaux, communément appelés *Pécherthen*. La résolution demande au gouvernement de « créer un cadre légal permettant aux agents municipaux d'agir dans des domaines qui échappent actuellement à leur compétence, notamment sur le plan des règlements communaux destinés à assurer l'ordre, la tranquillité et la salubrité publics et plus généralement la qualité de vie des habitants ».

Ce qui fait sursauter le syndicat de police, qui, alors que la fusion entre la police et la gendarmerie vient à peine d'être achevée, craint la création d'un nouveau corps de police, avec tous les risques de manque de définition des compétences que cela comporte. Le syndicat FNCTFEL, représentant les agents municipaux, vient de demander une entrevue à leur ministre de tutelle, celui de l'Intérieur, Jean-Marie Halsdorf, pour

la faim. 800 personnes ont dormi en 2003 au Foyer Ulysse, 650 en un an au Foyer *Nuëlseil* (dont vingt pour cent de jeunes). L'association *Stämm vun der Strooss*, qui les abrite de jour et sert la soupe populaire, a compté 650 visites entre janvier et octobre 2004. Tendance à la hausse. La pauvreté devient de plus en plus visible dans la rue aussi, les mendiants font la manche jusque dans les rues commerciales de la capitale. La scène de la toxicomanie est devenue de plus en plus agressive, avec l'augmentation de la consommation de drogues stimulantes comme la cocaïne, les amphétamines, l'ecstasy ; une nouvelle génération de dealers cassant les prix.

Suite à ce *hearing* public, le conseil communal de la Ville de Luxembourg a adopté, le 6 décembre dernier, avec quinze voix pour, neuf voix contre et une abstention, une résolution qui reprend les principales constatations de cet état des lieux. La majorité s'y engage d'une part à « maintenir et accroître ses engagements dans les projets sociaux existants, ainsi que poursuivre la réalisation de ceux encore en voie de préparation tels que 'logement encadré' et 'Fixerstuff' » – ce dernier projet étant bloqué depuis quelques années, la Ville n'ayant pas su, face à l'opposition des riverains, proposer de local appropriée aux porteurs du projet. Elle assure aussi

en discuter. Car, bien que demandeur d'un élargissement des compétences aussi, le syndicat aimerait clarifier la portée de cette réforme et discuter des risques et périls qu'elle comporte. Les agents municipaux ne seraient pas armés, mais ils sont au moins des employés publics, alors qu'actuellement, beaucoup de tâches de surveillance, y compris d'espaces publics, sont outsourcées à des entreprises privées. Il demeure que les maires aimeraient avoir, par le biais des agents municipaux dont ils sont les supérieurs directs, leurs propres forces de l'ordre.

Mais peut-être que le problème fondamental ne se situe pas dans la quantité d'agents de sécurité, qu'ils soient privés, publics, communaux ou étatiques. Peut-être que le problème de base actuellement est qu'au malaise social et sociétal, les pouvoirs publics réagissent surtout avec des mesures répressives au lieu

Gereichte Hand

Die Leiterin der «Stëmm vun der Strooss», **Alexandra Oxacelay**, fordert mehr Engagement seitens der Behörden für die Randgruppen.

ALEXANDRA OXACELAY: Wir helfen Menschen mit medizinischen, sozialen und psychologischen Problemen: Alkoholiker, Drogenabhängige, geschlagene Frauen, Flüchtlinge. Es gibt Leute, die sich in extrem schwierigen Situationen befinden. Zum Beispiel RMG-Bezieher, die für ein Zimmer oberhalb einer Gaststätte 400 Euro im Monat zahlen müssen. Häufig haben sie zusätzlich noch Lohnpfändungen und Suchtprobleme. Von den 1.000 Euro RMG bleibt nicht viel zum Leben übrig.

REVUE: Was bieten Sie diesen Leuten?

ALEXANDRA OXACELAY: Eine Mahlzeit für 50 Cent. Und Getränk für 25 Cent. Wer gar kein Geld hat, bekommt es gratis. Wir sind von montags bis freitags zwischen Mittag und 17.00 Uhr geöffnet. Leider sind wir am Wochenende geschlossen. Wir haben eine «Kleiderstube», wo die Leute sich gratis einkleiden können. Sechsmal im Jahr bringen wir eine Zeitung heraus, die von RMG-Beziehern gemacht wird. Darunter sind auch welche, die weder lesen noch schreiben können. Die kommen dann zu mir, und ich schreibe ihnen die Geschichte.

REVUE: Wie motivieren Sie die Leute?

ALEXANDRA OXACELAY: Die Mehrheit ist nicht motiviert und will einfach nur in Ruhe gelassen werden. Ihnen ist es wichtig, warm zu sitzen und Informationen zu bekommen. Sie haben keine Kraft, keine Lust und sind krank. Diesen Leuten den Vorwurf zu machen, sie würden vom System profitieren, ist falsch. Mit 1.000 Euro profitiert man nicht vom System.

REVUE: Wie könnte dieser komplette Abstieg abgefedert werden?

ALEXANDRA OXACELAY: Es gibt viele Maßnahmen, die wichtig wären. Eine Fixerstube, Arbeitsperspektiven für Flüchtlinge, gezielte Aktionen gegen Jugendarbeitslosigkeit, Resozialisierung für Straftäter, Posttherapieplätze für Drogensüchtige. Ich plädiere für eine drastische Erhöhung der Preise für Zigaretten und Alkopops, weil sie den Weg zum Suchtverhalten ebnen können.

REVUE: Viele Menschen fühlen sich belästigt, wenn sie am Bahnhof angepöbelt werden. Oder einen Obdachlosen vor der Eingangstür finden. Verstehen Sie das?

ALEXANDRA OXACELAY: Ja. Das Problem ist reell. Deshalb wäre eine Dezentralisierung wichtig. Es handelt sich jedoch um eine Minorität, die sich so benimmt. Es sind immer die gleichen schwarzen Schafe. Sie halten sich an keine Regeln, und fallen auch aus jeder Struktur heraus.

REVUE: Sie sind seit 1996 dabei. Wie beurteilen Sie die Entwicklung innerhalb der sozialen Randgruppen?

ALEXANDRA OXACELAY: Das Problem wurde sichtbarer. Vor sechs Jahren gab es noch keine «Strummerten» vor der Kirche in Bonneweg. Es gab auch nicht so viele

«Die Spannungen zwischen Luxemburgern und Ausländern nehmen zu.»

Drogensüchtige im Bahnhofsviertel. Neu ist auch, dass Bürger aus den neuen EU-Ländern uns aufsuchen. 2003 waren es 6,9 Prozent unserer Kundschaft. Die Afrikaner stellten übrigens 17,5 Prozent.

REVUE: Gibt es Spannungen?

ALEXANDRA OXACELAY: Kulturelle Probleme sind vorhanden. Für uns Frauen wird die Arbeit schwerer. Viele Männer aus muslimischen Ländern wollen sich von einer Frau nichts sagen lassen. Wir müssen anders arbeiten. Dies schafft Spannungen zwischen Luxemburgern und Ausländern. Die Luxemburger haben das Gefühl, dass den Ausländern mehr geholfen wird als ihnen. Bei den Randgruppen, die wir betreuen, gibt es sehr viel Ausländerfeindlichkeit. Und sie steigt weiterhin. Trotzdem haben wir hier ein friedliches Nebeneinander der verschiedenen Kulturen. Miteinander leben sie jedoch nicht.

REVUE: Einmal auf der Straße, immer auf der Straße – stimmt das?

ALEXANDRA OXACELAY: Das stimmt zum Teil. An den Leuten, die zur «Stëmm vun der Strooss» kommen, stelle ich fest, dass es mit ihnen auf und ab geht. Wenn sie den Aufstieg schaffen, reicht bereits eine Kleinigkeit, um erneut abzurutschen. Ich kenne deren zwei oder drei, die von der Straße wegkamen.

REVUE: Wie hält man es aus, stets mit negativen Erfahrungen konfrontiert zu sein?

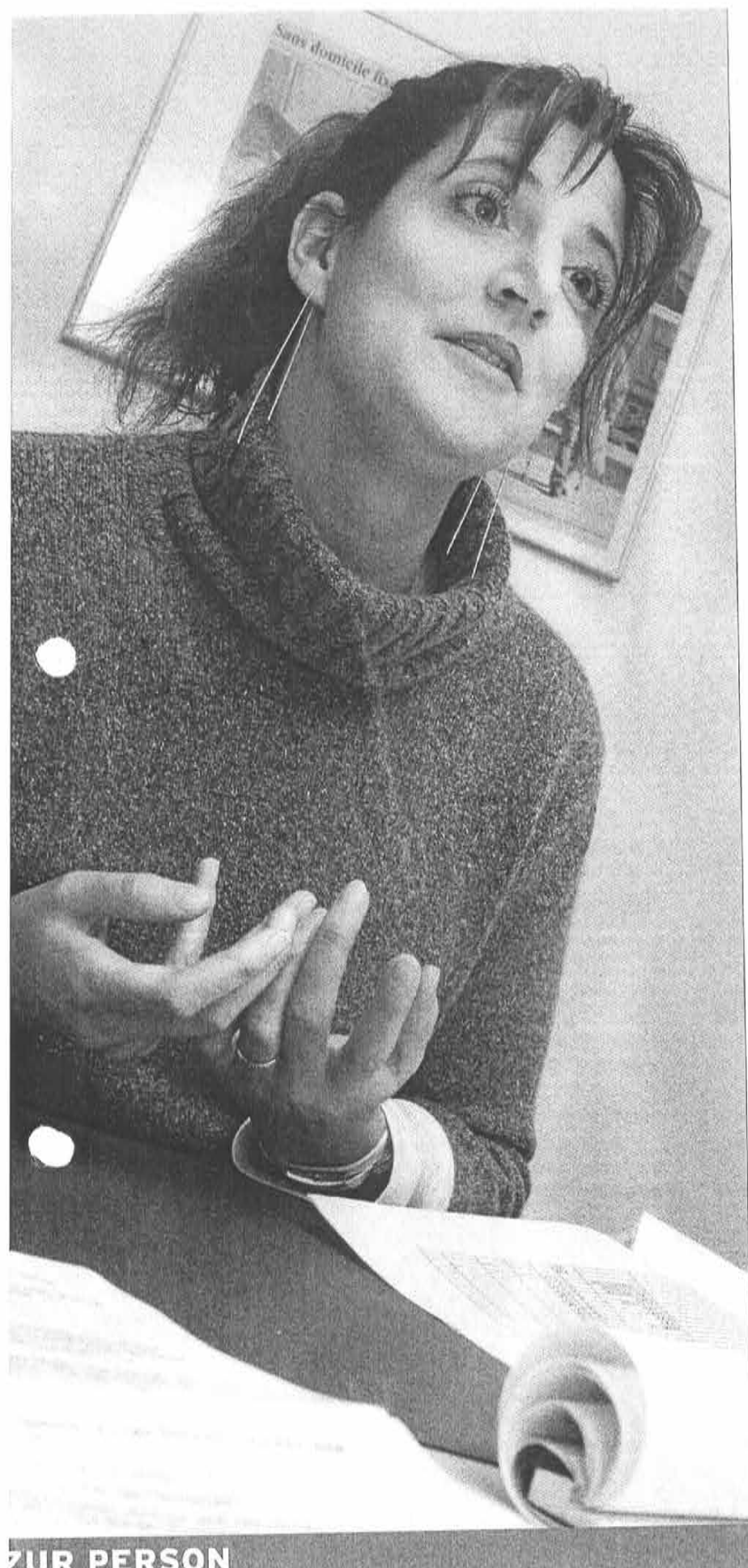
ALEXANDRA OXACELAY: Es gibt schwere Momente, besonders wenn ein Jugendlicher stirbt. Dann stellt man sich selbst in Frage. Letztendlich ist man jedoch nicht verantwortlich für das Leben eines anderen. Man kann nicht mehr tun, als seine Hilfe anzubieten. Meine Motivation besteht darin, zu beweisen, dass diese Leute noch etwas können. Den Vorurteilen etwas entgegenzusetzen und zu beweisen, dass sie nicht immer berechtigt sind.

REVUE: Bei Ihnen stellen RMG-Bezieher eine Zeitung zusammen. Was tun sie noch?

ALEXANDRA OXACELAY: Zum Beispiel bereitet eine Mannschaft die tägliche Mahlzeit zu. Im November haben wir im Durchschnitt 70 Personen pro Tag beköstigt. Sie beginnen um neun Uhr morgens. Um Mittag ist das Essen fertig. RMG-Bezieher kochen also für andere RMG-Bezieher. Das ist berufliche Wiedereingliederung. Auch in der Kleiderstube arbeiten RMG-Bezieher. Dies ist der Beweis, dass mit diesen Menschen noch etwas anzufangen ist. Vielleicht nicht beim normalen Arbeitgeber, der auf Gewinn ausgerichtet ist. Aber hier funktioniert es.

REVUE: Gibt es ein Weihnachtsfest bei der «Stëmm»?

ALEXANDRA OXACELAY: Natürlich. Letztes Jahr hatten wir ein Zelt aufgestellt und 120 Gäste empfangen. Dieses Jahr rechnen wir ebenfalls mit großem Zulauf. ■



ZUR PERSON

Alexandra Oxacelay, 32, ist Direktionsbeauftragte der «Stëmm vun der Strooss». Finanziert wird die Vereinigung, die kürzlich eine Zweigstelle in Esch eröffnet hat, durch eine Konvention mit dem Gesundheitsministerium.

Interview: **Maryse Lanners**
Foto: **Thierry Martin**

REVUE: Wie viele Menschen leben auf der Straße?

ALEXANDRA OXACELAY: Es gibt keine nationale Statistik. Die Vereinigungen, die auf dem Terrain arbeiten, haben jeweils ihre eigenen Zahlen. Wir zählten in den ersten zehn Monate dieses Jahres 739 verschiedene Personen. Das waren nicht ausschließlich Obdachlose, sondern auch Personen, die nachts eine Unterkunft im «Foyer Ulysse» haben, in der «Nuets-eil», in Flüchtlingsheimen, in Frauenhäusern. Oder Menschen, die sich auf eigene Faust ein Zimmer gemietet haben. Ich schätze, dass es mindestens 300 Obdachlose gibt.

REVUE: Gibt es ausreichend Unterkünfte?

ALEXANDRA OXACELAY: Nein. Das «Foyer Ulysse» ist voll die «Nuets-eil» ebenfalls. Ganz ausweglos scheint die Lage den noch nicht. Die «Nuets-eil» wird in Kürze durch zusätzliche Container vergrößert. Außerdem soll auch in Esch ein Nachtfoyer entstehen.

REVUE: Kürzlich hat die Stadt Luxemburg sich umfassend mit der Problematik «Bahnhofsviertel» befasst und alle betroffenen Gruppen angehört. Was kam für die Obdachlosen dabei heraus?

ALEXANDRA OXACELAY: Nichts! Immerhin war es ein erster Schritt in die richtige Richtung, weil über das Problem geredet wurde. Die Gemeinde hat uns zugehört und den Vereinigungen ihre Unterstützung zugesichert.

REVUE: Was müssten die Gemeinden generell tun?

ALEXANDRA OXACELAY: Sie müssten damit aufhören, ihre Einwohner von den Listen zu streichen, sobald diese in Schwierigkeiten geraten. Andernfalls bleibt den Betroffenen als einziger Ausweg, die Stadt Luxemburg anzusteuern. Dort befindet sich das «Foyer Ulysse», wo sie sich anmelden und das RMG beantragen können. Um das Mindesteinkommen zu erhalten, braucht man ja eine Adresse. Die jeweiligen Gemeinden müssten sich stärker um die minderbemittelten Personen kümmern. «Strummerten» gibt es nicht nur in der Stadt Luxemburg.

REVUE: Die «Stëmm vun der Strooss» kümmert sich um «Strummerten» in d Hauptstadt und neuerdings auch in Es. Was tun Sie konkret?

Zeitung vom 15.12.04

D'»Stëmm vun der Strooss«: droit de réponse!

A l'approche de l'hiver, le problème des sans-abri fait régulièrement la une des journaux. Mais cette année, ce problème qui n'est pas nouveau, s'est transformé en crise: Aux revendications des habitants des quartiers de la gare et de Bonnevoie a succédé la réaction des responsables de la ville de Luxembourg. Les associations actives sur le terrain ont élaboré des propositions, qu'elles ont transmises au bourgmestre de Luxembourg, au parquet général, à la police et aux Ministères de la Santé, de la Famille, de la Justice et de l'Egalité des chances. Le 6 décembre dernier, le collège échevinal de la ville de Luxembourg votait une résolution sans nouveau contenu.

Finalement, les personnes réellement concernées par les critiques, les problèmes et les solutions susceptibles d'être réalisées, ont décidé, à leur tour, de prendre la parole dans le journal »Stëmm vun der Strooss«. Dans un dossier spécial intitulé droit de réponse, elles disent ce qu'elles pensent,



ressentent et souhaitent pour l'avenir. Sur 20 pages, les toxicomanes, anciens détenus, bénéficiaires du RMG, sans domicile fixe et alcooliques participent au débat politique et social.

Ce numéro spécial est disponible gratuitement au Tél.: 49 02 60. (du lundi au vendredi de 9h à 18h). Les personnes intéressées peuvent également s'abonner au bimestriel en versant la somme de 15 sur le compte LU63 0019 0888 3000 de la BCEE.

Tapelet 15, 12. 04

„D'Stëmm vun der Strooss“

Le dernier numéro: „Droit de réponse“

A l'approche de l'hiver, le problème des sans-abri fait régulièrement la une des journaux.

Mais cette année, ce problème qui n'est pas nouveau, s'est transformé en crise: Aux revendications des habitants des quartiers de la gare et de Bonnevoie a succédé la réaction des responsables de la ville de Luxembourg.

Les associations actives sur le terrain ont élaboré des propositions, qu'elles ont transmises au bourgmestre de Luxembourg, au parquet général, à la police et aux ministères de la Santé, de la Famille, de la Justice et de l'Egalité des chances.

Le 6 décembre dernier, le collège échevinal de la ville de Luxembourg votait une résolution sans nouveau contenu.

Finalement, les personnes réellement concernées par les critiques, les problèmes et les solutions susceptibles d'être réalisées, ont décidé, à leur tour, de prendre la parole dans le journal „d'Stëmm vun der Strooss“.

Dans un dossier spécial intitulé droit de réponse, elles disent ce qu'elles pensent, ressentent et souhaitent pour l'avenir. Sur 20 pages, les toxicomanes, anciens

détenus, bénéficiaires du RMG, sans domicile fixe et alcooliques participent au débat politique et social.



-> Ce numéro spécial est disponible gratuitement au tél. : 49 02 60 (du lundi au vendredi de 9 h à 18 h). Les personnes intéressées peuvent également s'abonner au bimestriel en virant la somme de 15 € sur le compte LU63 0019 0888 3000 de la BCEE

Journal 15.12.04

D'Stëmm vun der Strooss sort «droit de réponse»

A l'approche de l'hiver, le problème des sans-abri fait régulièrement la une des journaux. Mais cette année, ce problème qui n'est pas nouveau, s'est transformé en crise: Aux revendications des habitants des quartiers de la gare et de Bonnevoie a succédé la réaction des responsables de la ville de Luxembourg. Les associations actives sur le terrain ont élaboré des propositions, qu'elles ont transmises au bourgmestre de Luxembourg, au parquet général, à la police et aux Ministères de la Santé, de la Famille, de la Justice et de l'Egalité des chances. Le 6 décembre dernier, le collège échevinal de la ville de Luxembourg votait une résolution sans nouveau contenu.

Finalement, les personnes réellement concernées par les critiques, les problèmes et les solutions susceptibles d'être réalisées, ont décidé, à leur tour, de prendre la parole dans le journal Stëmm vun der Strooss. Dans un dossier spécial intitulé droit de réponse, elles disent ce qu'elles pensent, ressentent et souhaitent pour l'avenir. Sur 20 pages, les toxicomanes, anciens détenus, bénéficiaires du RMG, sans domicile fixe et alcooliques participent au débat politique et social.

Ce numéro spécial est disponible gratuitement au tél: 49 02 60. (du lundi au vendredi de 9h à 18h).

Les personnes intéressées peuvent également s'abonner au bimestriel en virant la somme de 15 € sur le compte LU63 0019 0888 3000 de la BCEE

La rue prend la parole

Luxembourg.- À l'approche de l'hiver, le problème des sans-abri fait régulièrement la Une des journaux. Mais cette année, ce problème qui n'est pas nouveau, s'est transformé en crise : aux revendications des habitants des quartiers de la Gare et de Bonnevoie a succédé la réaction des responsables de la ville de Luxembourg.

Les associations actives sur le terrain ont élaboré des propositions qu'elles ont transmises au bourgmestre de Luxembourg, au parquet général, à la police et aux ministères de la Santé, de la Famille, de la Justice et de l'Égalité des chances. Le 6 décembre dernier, le collège échevinal de la ville de Luxembourg votait une résolution sans nouveau contenu.

Finalement, les personnes réellement concernées par les critiques, les problèmes et les solutions susceptibles d'être réalisées, ont décidé, à leur tour, de prendre la parole dans le journal *Stëmm vun der Strooss*. Dans un dossier spécial intitulé «Droit de réponse», elles disent ce qu'elles pensent, ressentent et souhaitent pour l'avenir. Sur 20 pages, les toxicomanes, anciens détenus, bénéficiaires du RMG, sans domicile fixe et alcooliques participent au débat politique et social.

Ce numéro spécial est disponible gratuitement au 49 02 60 (du lundi au vendredi de 9 à 18 h).

Les personnes intéressées peuvent également s'abonner au bimestriel en virant la somme de 15 euros sur le compte LU63 0019 0888 3000 de la BCEE.

Presse-Frühstück beim Bürgermeister

Polemik statt Fakten als Zwischenbilanz

Romain Durlot

Zwei hauptsächliche Themen gab es gestern Morgen beim traditionellen Presse-Frühstück mit Bürgermeister Paul Helminger und dem neuen, jetzt durch ministeriellen Beschluss endlich genannten neuen 1. Schöffen, Laurent Mosar, nämlich: die Lage in Bonneweg und dem Bahnhofsviertel sowie die Budgetdiskussion im Gemeinderat.

Hatte dieses Presse-Frühstück ursprünglich zum Zweck, die Journalisten über anstehende Projekte der Stadt aufzuklären, Einzelheiten zu geben und zur Diskussion zu bringen, oder aber, um Antworten auf gestellte Fragen zu geben, scheint diese doch so gut gewählte Tradition jetzt in polemische Auseinandersetzungen des Bürgermeisters mit den politischen Gegnern auszuarten.

Geplänkel um eine Resolution

Das ist bedauerlich, hätte die Presse sich doch eher Informatives statt Polemisches gewünscht. Doch die Wahlen finden bereits

in einem Jahr statt ... Auffallend war denn auch gestern, dass gerade Paul Helminger vorpreschte, während der CSV-Schöffen doch eher sachlich blieb und sich bedeckt hielt.

Gleich eingangs bedauerte der Bürgermeister, dass die vom Schöffenrat vorgelegte Resolution als Schlussfolgerung zum vorangegangenen Hearing mit der Bevölkerung aus Bonneweg und dem Bahnhofsviertel keine breitere Zustimmung tags zuvor im Gemeinderat kannte. Die vorgelegte Resolution des ADR bezeichnete er als nicht annehmbar, die der von „Déi Gréng“, „déi Lénk“ und der LSAP gemeinsame Motion als nichts sagend. Letztere wollten einen „Potterclub“ schaffen, statt den Menschen, die in Not sind, sofort zu helfen.

Helminger will jetzt, dass das „Comité de prévention communale“ aktiv wird, um über die Probleme besagter Viertel zu diskutieren, aber auch und vor allem, um sie präventiv in den Griff zu bekommen. Eine engere Zusammenarbeit mit den Südge-meinden dränge sich auf.

Laurent Mosar nahm dann Stellung zu einigen weiteren Vorwürfen, die an die Adresse des Schöffenrats gerichtet werden.

In Sachen Jugend: Der Schöffenrat habe das Budget um 35% erhöht und für das kommende Jahr eine Steigerung von 2,1 auf

21 Studios im Pfaffenthal

2,9 Millionen Euro vorgesehen. Konkrete Infrastrukturen würden im Sinne der Familien geschaffen. So beispielsweise im Pfaffenthal, wo 21 Studios eingerichtet werden, um jenen vorübergehend eine Bleibe zu geben, die kein Dach über dem Kopf haben. (Helminger: „Dat ass nëmmen en Ennerdag, net dass se hei wunne bleiwen!“) Derzeit sind diese Leute während ein paar Wochen in einem Foyer untergebracht.

Mosar verwehrt sich dagegen, dass nur die Stadt Luxemburg Infrastrukturen schaffen und bezahlen soll, wie beispielsweise bei dem Unterbringen von Rauschgiftsüchtigen oder Obdachlosen.

Und der Bürgermeister fügt ergänzend hinzu, dass die Hauptstadt „die Misere des ganzen Landes anziehe“, weil u.a. die Südge-meinden nichts unternehmen.

Fazit: „Das Hearing führte uns vor Augen, dass es eine Vernet-



Foto: Hervé Montaigu

3. gestrichelt 8. 12. 2011

zung der Probleme gibt, die zusammen gelöst werden müssten.“

Polemisch ging es dann gestern Morgen weiter zu, was die Budgetdiskussionen im Gemeinderat betrifft, von der sich der Bürgermeister am kommenden Freitag „mehr Substanz“ erhofft als das vorgestern der Fall gewesen sei.

Die wirtschaftliche Situation der Stadt Luxemburg, so Laurent Mosar, sei nicht in Frage gestellt, dies nicht zuletzt, weil während der fetten Jahre Reserven angelegt worden seien und eine vorsichtige Haushaltspolitik betrieben wurde.

Grundsteuer und Buskosten

Man habe sogar ein hohes Investitionsniveau beibehalten können.

Anschließend werden eine Reihe anderer Punkte angeführt:

– Die Höhe der Grundsteuer wird in Frage gestellt. So zahle der Besitzer eines Apartments in der rue des Pommiers beispiels-

weise nur 33 Euro Grundsteuer, der Besitzer eines Apartmenthauses mit vier Wohnungen nur 250 Euro.

Dies wird als zu geringfügig, da lächerlich angesehen. Die Regierung solle den Gemeinden die Möglichkeit geben, dies selbst zu lenken und die Grundsteuer beispielsweise um ein Vielfaches zu erhöhen, wenn ein Haus, das als Wohneinheit galt, in Büroraum umgewandelt wird, da es sich hierbei um eine Zweckentfremdung handele.

– Das Budget des öffentlichen Transports steigt um 8%, also von 77,3 auf 83,2 Millionen Euro und stellt einen der wesentlichen Haushaltsposten dar. Interessant ist die Aussage des CSV-Schöffen, dass 80% der Benutzer nichts zahlen! Jugendliche und ältere Menschen würden den öffentlichen Transport in der Hauptsache benutzen, und gerade sie seien vom Einlösen eines Tickets entbunden.

Die nächste Zusammenkunft mit der Presse findet am 21. Dezember statt.

Menschen am Bahnhof Luxemburg

Diese Woche befasste sich der hauptstädtische Gemeinderat mit den Problemen am Luxemburger Bahnhof, und adoptierte eine entsprechende Resolution, in der verschiedene landes- und stadtpolitische Maßnahmen vorgeschlagen werden, um die Sozial- und Sicherheitsprobleme, die sich in diesem Stadtviertel stellen, besser in den Griff zu bekommen.

Die Stadt Luxemburg hat also hier ihre Verantwortung übernommen in Bezug auf eine Problematik, die keineswegs nur stadtpolitische Dimensionen hat, sondern im Endeffekt ein nationales, ja auch ein europäisches Problem reflektiert. Am Bahnhof Luxemburg wird nämlich eine Entwicklung verzeichnet, die sich an jene von ausländischen Großstädten anlehnt, und angesichts moderner gesellschaftlicher Begebenheiten, jedoch auch angesichts der Öffnung der Grenzen in der EU wohl kaum an den unsrigen halt machen wird.

Die Internationalisierung der Drogenszene und der Kriminalität sollte uns jedoch keineswegs aus den Augen verlieren lassen, dass die sozialen Probleme, die dem Drogenkonsum und oft auch der Prostitution zugrunde liegen, unsere eigenen sind, auch wenn sie sich mit jenen anderer europäischer Länder überschneiden.

Die Tatsache, dass immer mehr Menschen obdachlos werden, dass die Zahl obdachloser Jugendlicher zunimmt, dass Menschen, die aus einer psychiatrischen Klinik, einer

Drogentherapie oder auch aus dem Gefängnis entlassen werden, keine Bleibe und auch keinen sozialen Rahmen haben, in dem sie vor Rückfällen bewahrt werden können, offenbart im Endeffekt, dass es noch verschiedentlich an spezifischen Strukturen fehlt.

Jugendliche, die nicht mehr bei ihren Eltern leben wollen, und deswegen auf der Straße, in der Drogenszene und in der Prostitution landen, Menschen, die ihre Arbeit und ihre Wohnung verlieren, und bei niemandem mehr unterkommen können, sind auch ein Beweis dafür, dass die Kommunikation in den Familien nicht immer funktioniert, dass Menschen vereinsamen, dass die Erziehung von Kindern angesichts der hohen Anforderungen der modernen Gesellschaft ein kompliziertes Unterfangen geworden ist, dem manche Eltern nicht mehr gewachsen sind.

Oft sind es jene Kinder und Jugendliche, die zuhause misshandelt oder missbraucht werden, die zuhause weglaufen und langfristige in die Obdachlosigkeit abgleiten können. Ohne Zweifel wäre eine effizientere Hilfe für Familien mit Erziehungsproblemen jenes soziale Gebiet, über das sich die Gesellschaft Gedanken machen muss.

Der Griff zu Drogen und Prostitution, die Entstehung eines diesbezüglichen Marktes, der auch ausländische Drogendealer und Prostituierte anzieht, zeigt, dass die europäischen Länder ihre sozialen Probleme

nicht gelöst haben, dass diese eher zunehmen. Problemfamilien werden nicht früh genug diagnostiziert und Schwierigkeiten von und bei kleinen Kindern werden nicht rechtzeitig erkannt.

Die Problematik am Bahnhof Luxemburg offenbart aber auch, dass preiswerte Wohnungen, respektiv die Organisation von Wohngemeinschaften für hilfsbedürftige Menschen fehlen. Neben der Sicherheits- Sozial- und Gesundheitspolitik auf landes- und stadtpolitischer Ebene ist also auch, vielleicht in erster Linie, die Familienpolitik gefordert.

Da sich soziale Probleme in allen Gemeinden des Landes stellen, müssten hier alle Gemeinden und ihre diesbezüglichen Dienststellen an einer Lösung des Problems mitarbeiten. Ansonsten wird nämlich ein landesweites Problem, in dem es zahlreiche Verantwortungsträger geben muss, auf die Stadt Luxemburg und die Einwohner des Bahnhofviertels abgewälzt, derweil die Stadt ihrerseits zahlreiche Anstrengungen unternommen hat, um die Lebensqualität in Bahnhofsviertel durch urbanistische, soziale, schulische und außerschulische Maßnahmen zu verbessern.

Colette Mart



2 LV, 8.12.04

MÉTTWOCH, DEN 8. DEZEMBER 2004

D'AKTUALITÉIT

Ein Bürgermeister versteht die Welt nicht mehr:

Soziale Probleme mit Kameras und Polizei lösbar?

Es ist halt schon ein Kreuz: da ist die Opposition im Gemeinderat im allgemeinen mit einer handzahmen Bürgersteigpolitik am Weg, und ausgerechnet beim hochgeschaukelten Unsicherheitsgefühl rund ums Bahnhofsviertel und Bonneweg verweigert sie dem Schöfferrat die Einstimmigkeit bei einer durch und durch populistischen Resolution mit 8 Empfehlungen an sich selbst und 17 Bitten an die Regierung und wagt es gar, eigene Resolutionsentwürfe zur Abstimmung vorzulegen.

Bürgermeister Helminger ist am Morgen danach beim »City Breakfast« vor der Presse noch ganz empört und behauptet, im Entwurf von Lénk, Gréng und LSAP sei außer einem runden Tisch nichts drin gestanden. Dabei war der Vorschlag, aus dem Hearing vom 25. Oktober eine ständige Veranstaltung zu machen mit Gemeindeführung, Ministerien, Sozialvereinen, Polizei, Anrainern und Geschäftsleuten, um zu wirklich konkreten Maßnahmen zu kommen, die etwas bringen, der einzige, der mehr als populistischer Wind enthielt.

Dem ADR war es natürlich gelungen, den Schöfferratsvorschlag mit einigen Überwachungskameras mit der totalen Kameraüberwachung zu toppen, garniert mit einer Schuldzuweisung für alle Übel Richtung Asylanten, deren Verwal-

tungs- und Gerichtsprozedur nur noch sechs Monate dauern dürfe, was ohne völlige Abschaffung des Rechtsstaats unmöglich ist, und endlich der Schaffung von Puffs, damit die Herren nicht mehr nach Trier müssen. Interessant, daß in diesem Cocktail auch eine kontrollierte Heroinabgabe vorkam, doch der ADR erreichte damit wohl, was er wollte: allein zu bleiben mit dem, was der Bürgermeister zur »völlig inakzeptablen Geisteshaltung« erklärte.

So akzeptabel, wie er die seinige hält, ist sie allerdings auch nicht. Wohl ist es wahr, daß die Hauptstadtgemeinde nicht alle sozialen Probleme des Landes lösen und alle auffällig Gewordenen auffangen kann, doch der Langzeitabgeordnete mit seinen ebenfalls am Krautmarkt tagenden Stadtkollegen müßte sich da reuig auf die Brust klopfen und sagen: »Wir haben gefehlt in der Chamber, und das seit langem, weil wir immer noch kein landesweites Sozialkonzept entwickelt haben.«

So viel Selbstkritik jedoch liegt nicht nur Helminger, sondern auch seinem neuen ersten Schöffen Mosar absolut fern. Statt dessen wollen sie glauben machen, mit einer besseren Ausleuchtung der »heißen Punkte«, einer begleitenden Kameraaufstellung, mehr Polizeipräsenz, einer Ausweitung der Befugnisse der Gemeinde-

agenten (»Pecherten«) und der Schaffung eines Wegweise-rechtes ließe sich »das Problem« am Bahnhof »lösen«. Damit gelingt es jedoch bestenfalls, daß die Konzentration von Randgruppen im Bahnhofsviertel, die zum Problem hochstilisiert wurde, dort aufgelöst wird, indem diese Menschen dort vertrieben werden und ihre Ansammlung woanders verlagert wird: gelöst wird dadurch kein einziges Problem eines der Menschen, die nicht ins heile Bild der kleinbürgerlichen Wohlstandsgesellschaft passen.

Vielleicht schwingt da auch klammheimlich die Hoffnung mit, die Zeitspanne bis Oktober 2005 sei zu klein, daß sich das Ganze bis dahin an einem einzigen anderen Ort wieder regroupiert, denn ein versprengtes Auftreten könnte glauben lassen, es habe sich wirklich »alles« stark gebessert.

Schließlich: ein offenes und öffentliches Forum, das an wirklichen Wegen zur Verbesserung arbeitet, ist den DP- und CSV-Honoratioren viel zu riskant. Da ist es besser, man zieht sich hinter verschlossene Türen in jenes »Comité de prévention communal« zurück, das mit dem Fusionsgesetz von Polizei und Gendarmerie geschaffen wurde, und arbeitet dort den in diesem Gesetz geforderten Aktionsplan aus, wie das in Düdelingen und Esch/Alzette schon geschah. Für Mitte Januar hat

der Bürgermeister eine solche Sitzung angekündigt, zu der auch Vereinigungen und Ministerien eingeladen werden.

Dann wird sich ausführlich beklagt, daß die anderen Gemeinden äußerste Diskretion üben auf die Aufforderungen aus der Hauptstadt, doch auch etwas zu tun. So sei bei Aufstellung der Container in der Diedenhofenstraße ein ebensolches Zentrum in Esch versprochen worden, aber bis heute sei nichts geschehen. Dabei sitzen so viele dieser Entscheidungsträger von Gemeinden zusammen am Krautmarkt herum...

Die Krone setzte dem Ganzen dann doch beim Pressefrühstück der Bürgermeister auf, als er erklärte, »sie« seien nicht ganz glücklich gewesen, als auf der Arlonerstraße neben die städtische Kinderkrippe Asylanten gesetzt wurden, aber die Stadt habe die Bewachung dieser Häuser durch eine private Firma noch nirgends gefordert. Wir erlaubten uns den Einwurf, das geschehe schließlich auch zu deren eigenem Schutz, damit u.a. da drein nichts geklaut werde, was schon vorkam, worauf Helminger grinsend feixte: »Ja, von den Kindern nebenan!« In seinem Hinterstübchen hält der gute Mann also doch Asylbewerber für eine Gefahr...

jmj

Nachträgliches zur Bahnhofsdebatte

City Breakfast mit Paul Helminger und Laurent Mosar

L.M. - Gestern morgen hatte Hauptstadtbürgermeister Paul Helminger gemeinsam mit dem ersten Schöffen Laurent Mosar um City Breakfast eingeladen. Die vorgestrige Bahnhofsdebatte im Gemeinderat sowie die anstehenden Budgetdebatten waren die Hauptthemen, die hier angesprochen wurden.

Bürgermeister Helminger zeigte sich enttäuscht darüber, dass die vom Schöfferrat vorgeschlagene Resolution keine stärkere Unterstützung im Gemeinderat fand. Er bezeichnete die Vorschläge des VDR als inakzeptabel, und meinte, die linken Parteien hätten ihrerseits eine Motion vorgeschlagen, die keine Alternativen enthalten habe; dafür haben sie aber konkrete soziale Vorhaben, wie in der Schöffensratsresolution enthalten gewesen seien, doch nicht mitgetragen.

Laurent Mosar wies seinerseits die Vorwürfe der Opposition zurück, nach denen die Gemeinde nicht genug in Jugendprojekte investiere. Das Jugendbudget sei stark erhöht worden und allgemein baue die Stadt ihr Sozialprogramm beständig aus. So werde zum Beispiel demnächst ein Haus in Pfaffenthal eröffnet, in dem Familien aufgenommen werden, die ihre Wohnung verloren haben



Anlässlich des Pressefrühstücks

Photo

und auf der Straße sind. Die Gemeinde habe nicht die Möglichkeit, Projekte, die zum Beispiel in den Bereich der Betreuung von Drogenabhängigen gehen, allein durchzuführen, weil sie dazu eben nicht die erforderlichen Kompetenzen habe. Deswegen arbeite sie mit Vereinigungen zusammen, die sich in diesen Bereichen auskennen, wie zum Beispiel Inter-Actions. Außerdem sei es keineswegs nur an der Stadt Luxemburg, Strukturen zu schaffen.

Die Vertreter der Stadt Luxemburg waren sich darüber einig, dass die Gemeinden des Südens sich stärker in Sachen Sozialstruk-

turen engagieren müssten, was aber nicht passiert.

Paul Helminger und Laurent Mosar kamen ebenfalls auf das jetzt im Gemeinderat anstehende Budget zu sprechen. Hierbei wurde die gesunde Finanzsituation der Stadt Luxemburg bestätigt; die Stadt habe in der Tat während der fetten Jahre Reserven angelegt, und könnte jetzt, da es wirtschaftlich nicht mehr so gut gehe, auf diese Reserven zurückgreifen, um ein gutes Investitionsniveau zu erhalten. Es sei nicht richtig, der Stadt diesen Rückgriff auf die Reserven vorzuwerfen, die doch dafür da seien. Auch wurden die

Taxenerhöhungen in verschiedenen Bereichen angesprochen, unter anderem im Hygienesektor. Hier werde eine sehr umweltfreundliche Politik betrieben. Auch in den sportlichen Infrastrukturen der Stadt seien die Tarife angepasst worden, blieb aber noch immer sehr sozial. Laurent Mosar erwähnte, dass Sachen Gemeindefinanzen daraus über eine Reform der Grunderwerbsteuer nachgedacht werden sollte, da diese sehr niedrig ist. Auch wurde das Problem der Nutzung von Wohnraum als Bürofläche angesprochen; hier müsse legale Mittel geben, um dagegen vorzugehen.

Le Quotidien 5-12-09

City-breakfast / Familles sans-abri

De nouveaux logements au Pfaffenthal

Lors du traditionnel *city-breakfast*, un petit-déjeuner offert à la presse par le bourgmestre de la Ville de Luxembourg, le *hearing* sur l'insécurité dans le quartier de la gare (qui a figuré également à l'ordre du jour de la séance du conseil communal d'avant-hier) a été évoqué. Une résolution, portant notamment sur l'extension de l'offre des cures de désintoxication, une «décentralisation» des foyers pour les sans-abri accessibles jour et nuit, l'installation de caméras de surveillance dans les endroits sensibles et l'augmentation des compétences des agents municipaux, y avait été adoptée par la majorité.

Paul Helminger a regretté hier que cette résolution n'ait pas été approuvée par l'opposition: «La résolution proposée par les socialistes, *Déi*

Gréng et *Déi Lénk* ne comportait aucune proposition concrète pour lutter contre l'insécurité. Il était seulement question d'organiser une table ronde.»

Le premier échevin, Laurent Mosar, a annoncé la construction de 21 logements au Pfaffenthal, destinés à des familles sans-abri. Ce projet sera proposé lors de la prochaine réunion du conseil communal. Il a critiqué le fait que, pour l'instant, seule la commune de Luxembourg investisse autant dans de telles infrastructures. Il s'est également exprimé en faveur d'une réforme de l'impôt foncier: certains propriétaires de maisons unifamiliales par exemple ne paieraient que cent euros par an: «Par rapport à l'étranger, ce sont des sommes dérisoires.»

Ralph di Marco

le Journal 23.10.2012 de 4

„STÄMM VUN DER STROOSS“

Neue Struktur in Esch erfolgreich gestartet

AS. - Die Vereinigung „Stämm vun der Strooss“ feierte am vergangenen Freitag die offizielle Eröffnung ihrer neuen Struktur in der Escher Grand-rue. Geöffnet ist das Haus, das sozial schwachen und benachteiligten Menschen Hilfe und Unterstützung bieten soll bereits seit dem 11. Oktober mit durchaus beachtlichem Erfolg. Rund 30 Menschen machen seit der Eröffnung täglich Gebrauch von den Angeboten der „Stämm“.

Zielgruppe des neuen Hauses in Esch sind RMGler, Obdachlose, Flüchtlinge, Drogenabhängige, Arbeitslose, Menschen mit psychischen Erkrankungen und Ex-Häftlinge.



Photo: AS.

Neben einem warmen Platz zum Knüpfen von Kontakten steht vor allem die praktische Hilfe im Vordergrund. So stehen Duschen zur Verfügung, genauso, wie eine Waschmaschine. Zum Preis von 50 Cent wird Essen angeboten, ein

Getränk kostet 25 Cent. Einmal pro Woche können sich die Klienten der „Stämm“ aus der hauseigenen Kleiderkammer versorgen. Für besondere Anlässe, wie Bewerbungsgespräche hält man an gemessene Kleidung bereit. Drei

Computer stehen für die Suche nach einem Arbeitsplatz ebenfalls zur Verfügung. Darüber hinaus bietet man Unterstützung bei der Suche nach einer Wohnung. Im Haus selbst herrschen übrigens Strenge Regeln. Gewalt ist genauso verboten, wie der Konsum von Drogen und Alkohol oder der Handel damit. Verstöße werden mit Hausverbot von einem Tag bis zu einem Jahr geahndet.

Für die Kleiderkammer wird übrigens stets nach Kleiderspenden gesucht, die direkt bei der „Stämm“ abgegeben werden können, oder nach Absprache auch abgeholt werden. Freiwillige Helfer sind ebenfalls gerne gesehen. ■

Haus der „Stëmm vun der Strooss“ seiner Br...immung übergeben

Unerwartetes „Full house“ auf Nummer 32 der Grand-rue

Sascha Seil

Im bereits am 11. Oktober eröffneten Escher Haus der „Stëmm vun der Strooss“ herrscht laut den Verantwortlichen bereits jetzt großer Andrang. Zur offiziellen Eröffnung gestern war das Haus gar gerammelt voll.

Esch - Zu den gestrigen Gästen zählten unter anderem die Escher Schöffen und Räte, der Abgeordnete John Castegnaro und Gesundheitsminister Mars di Bartolomeo. Marcel Detaille, Präsident der „Stëmm vun der Strooss“, lud in seiner Ansprache die Nachbarn der Escher „Stëmm“ unter anderem auf einen Besuch ein. Während dessen war nicht nur der Saal im zweiten Stockwerk, in dem die Ansprachen gehalten wurden, zum Bersen mit Gästen gefüllt. Im Treppenhaus bis runter zum Erdgeschoss und im ersten Stockwerk bot sich ein ähnliches Bild.

„Klienten“, wie Claude Consdorf, die Leiterin des Hauses, die rund 30 täglichen Besucher liebevoll nennt, und gestrige Gäste eng „aufeinander“ in einem Haus, das sich zur Aufgabe gemacht hat, eine Auffangstruktur für solche zu sein, die am Rande der Gesellschaft leben.

Bunte Wärme im grauen Alltag

Während Lydia Mutsch zu mehr Solidarität aufrief und daran erinnerte, dass soziales Engagement in Esch Tradition habe,



Foto: Isabella Finzi

Neben John Castegnaro, Lydia Mutsch und Mars di Bartolomeo nahmen unzählige Gäste an der Einweihung teil, darunter auch zwei querklebende Knirpse, welche sich von den Rednern nicht stören ließen und in einem Wald von Erwachsenenbeinen Versteck spielten

engagierte sich Mars di Bartolomeo, in die Fußstapfen des verstorbenen John Lahure zu treten, der die „Stëmm“ seit ihrer Gründung 1996 begleitet hatte.

tigen Dezentralisierung der Solidaritätsstrukturen bei.

Die Escher Gemeinde ist Besitzer dieses nun farbenfrohen, von Gemeinde-Architekt Luc Ever-

Die Restaurierungs- und Umbauarbeiten an ihrer Immobilie hat die Gemeinde finanziert.

Für das einladende, warme, in orangen oder etwa roten Tönen

die beiden Sozialhelferinnen Claude Consdorf und Anne Waringo sowie Paul Kremer, der halbtägig als „Educateur diplômé“ eingestellt ist, verantwortlich.

Drei Stockwerke für Solidarität

Die „Stëmm“ hat von montags bis freitags von 12.00 bis 17.00 Uhr geöffnet.

Bis 16.30 Uhr können die Besucher in der kleinen Mensa für 0,50 € eine warme Mahlzeit zu sich nehmen (Getränke kosten 0,25 €).

Im ersten Stockwerk befinden sich unter anderem zwei Duschen für die Herren und eine für die Damen. Daneben eine Waschmaschine, denn die Besucher können hier auch ihre schmutzige Kleidung zur Reinigung hinbringen.

Im zweiten Stockwerk, dem Dachgeschoss, stehen ihnen drei Rechner und die Werkstätte „Dress for Success“ zur Verfügung. Bei dieser „Kleiderstiftung“ können die Besucher einmal in der Woche Kleider abholen für den Alltag, aber auch zu besonderen Anlässen, wie beispielsweise einem Vorstellungsgespräch (Altkleider können von montags bis freitags zwischen 9.00 und 17.00 Uhr abgegeben werden).

Insgesamt 96 Personen, vorwiegend aus der Minettegegend, haben das Angebot seit dem 11. Oktober bereits in Anspruch genommen, wie bereits erwähnt, durchschnittlich etwa 70 Personen

Esch gagne en solidarité

La Stëmm vun der Stross a inauguré hier sa nouvelle antenne à Esch-sur-Alzette. Parce que la pauvreté ne se limite évidemment pas à la capitale.

Repas chauds, machine à laver, douches ou encore aide à la réinsertion à l'attention de personnes exclues ou défavorisées. L'antenne eschoise comble un manque.

En 2000, les responsables de la ville d'Esch confiaient à Stëmm vun der Stross leur souhait de voir naître une antenne dans leur commune. L'association de lutte contre l'exclusion sociale s'est montrée très intéressée. Consciente que bon nombre de personnes vivent dans les rues eschoises et soucieuse «d'aller là où les gens sont», la Stëmm a bien évidemment accepté la proposition. De plus, la création d'une antenne eschoise permet le désengorgement de la structure de la capitale. Le soutien de la commune d'Esch et du ministère de la Santé, qui finance les infrastructures de l'association, ont ainsi abouti à la naissance de ces nouveaux locaux le 11 octobre dernier, inaugurés hier.

96 personnes ont déjà fait appel aux nombreux services de l'antenne eschoise en un peu plus d'un mois. Preuve est faite - s'il en était besoin - que la demande était là, expliquaient hier les responsables dans la maison fraîchement repeinte de la Grand-Rue. La Stëmm vun der Stross insiste, à Esch comme à Luxembourg depuis sept ans, sur l'entretien d'une ambiance chaleureuse. La personne dans le besoin trouve non seulement de nombreux services mais également une dose précieuse d'humanité.



Photo: zineb willhelm

L'ouverture de l'antenne eschoise de la Stëmm vun der Stross fait naître de nombreux sourires.

le Chahol-en 2. n. 04

L'antenne sud de la Stëmm vun der Strooss est opérationnelle

1976-1977, 1978-1979, 1980-1981, 1982-1983, 1984-1985, 1986-1987, 1988-1989, 1990-1991, 1992-1993, 1994-1995, 1996-1997, 1998-1999, 2000-2001, 2002-2003, 2004-2005, 2006-2007, 2008-2009, 2010-2011, 2012-2013, 2014-2015, 2016-2017, 2018-2019, 2020-2021, 2022-2023, 2024-2025, 2026-2027, 2028-2029, 2030-2031, 2032-2033, 2034-2035, 2036-2037, 2038-2039, 2040-2041, 2042-2043, 2044-2045, 2046-2047, 2048-2049, 2050-2051, 2052-2053, 2054-2055, 2056-2057, 2058-2059, 2060-2061, 2062-2063, 2064-2065, 2066-2067, 2068-2069, 2070-2071, 2072-2073, 2074-2075, 2076-2077, 2078-2079, 2080-2081, 2082-2083, 2084-2085, 2086-2087, 2088-2089, 2090-2091, 2092-2093, 2094-2095, 2096-2097, 2098-2099, 2100-2101, 2102-2103, 2104-2105, 2106-2107, 2108-2109, 2110-2111, 2112-2113, 2114-2115, 2116-2117, 2118-2119, 2120-2121, 2122-2123, 2124-2125, 2126-2127, 2128-2129, 2130-2131, 2132-2133, 2134-2135, 2136-2137, 2138-2139, 2140-2141, 2142-2143, 2144-2145, 2146-2147, 2148-2149, 2150-2151, 2152-2153, 2154-2155, 2156-2157, 2158-2159, 2160-2161, 2162-2163, 2164-2165, 2166-2167, 2168-2169, 2170-2171, 2172-2173, 2174-2175, 2176-2177, 2178-2179, 2180-2181, 2182-2183, 2184-2185, 2186-2187, 2188-2189, 2190-2191, 2192-2193, 2194-2195, 2196-2197, 2198-2199, 2200-2201, 2202-2203, 2204-2205, 2206-2207, 2208-2209, 2210-2211, 2212-2213, 2214-2215, 2216-2217, 2218-2219, 2220-2221, 2222-2223, 2224-2225, 2226-2227, 2228-2229, 2230-2231, 2232-2233, 2234-2235, 2236-2237, 2238-2239, 2240-2241, 2242-2243, 2244-2245, 2246-2247, 2248-2249, 2250-2251, 2252-2253, 2254-2255, 2256-2257, 2258-2259, 2260-2261, 2262-2263, 2264-2265, 2266-2267, 2268-2269, 2270-2271, 2272-2273, 2274-2275, 2276-2277, 2278-2279, 2280-2281, 2282-2283, 2284-2285, 2286-2287, 2288-2289, 2290-2291, 2292-2293, 2294-2295, 2296-2297, 2298-2299, 2300-2301, 2302-2303, 2304-2305, 2306-2307, 2308-2309, 2310-2311, 2312-2313, 2314-2315, 2316-2317, 2318-2319, 2320-2321, 2322-2323, 2324-2325, 2326-2327, 2328-2329, 2330-2331, 2332-2333, 2334-2335, 2336-2337, 2338-2339, 2340-2341, 2342-2343, 2344-2345, 2346-2347, 2348-2349, 2350-2351, 2352-2353, 2354-2355, 2356-2357, 2358-2359, 2360-2361, 2362-2363, 2364-2365, 2366-2367, 2368-2369, 2370-2371, 2372-2373, 2374-2375, 2376-2377, 2378-2379, 2380-2381, 2382-2383, 2384-2385, 2386-2387, 2388-2389, 2390-2391, 2392-2393, 2394-2395, 2396-2397, 2398-2399, 2400-2401, 2402-2403, 2404-2405, 2406-2407, 2408-2409, 2410-2411, 2412-2413, 2414-2415, 2416-2417, 2418-2419, 2420-2421, 2422-2423, 2424-2425, 2426-2427, 2428-2429, 2430-2431, 2432-2433, 2434-2435, 2436-2437, 2438-2439, 2440-2441, 2442-2443, 2444-2445, 2446-2447, 2448-2449, 2450-2451, 2452-2453, 2454-2455, 2456-2457, 2458-2459, 2460-2461, 2462-2463, 2464-2465, 2466-2467, 2468-2469, 2470-2471, 2472-2473, 2474-2475, 2476-2477, 2478-2479, 2480-2481, 2482-2483, 2484-2485, 2486-2487, 2488-2489, 2490-2491, 2492-2493, 2494-2495, 2496-2497, 2498-2499, 2500-2501, 2502-2503, 2504-2505, 2506-2507, 2508-2509, 2510-2511, 2512-2513, 2514-2515, 2516-2517, 2518-2519, 2520-2521, 2522-2523, 2524-2525, 2526-2527, 2528-2529, 2530-2531, 2532-2533, 2534-2535, 2536-2537, 2538-2539, 2540-2541, 2542-2543, 2544-2545, 2546-2547, 2548-2549, 2550-2551, 2552-2553, 2554-2555, 2556-2557, 2558-2559, 2560-2561, 2562-2563, 2564-2565, 2566-2567, 2568-2569, 2570-2571, 2572-2573, 2574-2575, 2576-2577, 2578-2579, 2580-2581, 2582-2583, 2584-2585, 2586-2587, 2588-2589, 2590-2591, 2592-2593, 2594-2595, 2596-2597, 2598-2599, 2600-2601, 2602-2603, 2604-2605, 2606-2607, 2608-2609, 2610-2611, 2612-2613, 2614-2615, 2616-2617, 2618-2619, 2620-2621, 2622-2623, 2624-2625, 2626-2627, 2628-2629, 2630-2631, 2632-2633, 2634-2635, 2636-2637, 2638-2639, 2640-2641, 2642-2643, 2644-2645, 2646-2647, 2648-2649, 2650-2651, 2652-2653, 2654-2655, 2656-2657, 2658-2659, 2660-2661, 2662-2663, 2664-2665, 2666-2667, 2668-2669, 2670-2671, 2672-2673, 2674-2675, 2676-2677, 2678-2679, 2680-2681, 2682-2683, 2684-2685, 2686-2687, 2688-2689, 2690-2691, 2692-2693, 2694-2695, 2696-2697, 2698-2699, 2700-2701, 2702-2703, 2704-2705, 2706-2707, 2708-2709, 2710-2711, 2712-2713, 2714-2715, 2716-2717, 2718-2719, 27

Depuis 1996, l'asbl *Stëmm vun der Strooss* s'efforce d'offrir un toit, un lieu de rencontre et une aide de réintégration sociale et professionnelle aux plus démunis de notre société. Après un premier centre d'accueil ouvert en 1998 à Bonnevoie, la seconde ville du pays dispose à son tour d'un instrument de lutte contre l'exclusion sociale.

Selon Marcel Dettaille, président de l'association, l'idée de décentralisation est à la base du projet eschois mis sur pied grâce à la bienveillance de la municipalité qui a mis à disposition une maison unifamiliale et en prenant à sa charge les travaux de transformation. Le ministère de la Santé est également un partenaire vu qu'une convention garantit le financement par l'Etat de la structure et notamment des frais de personnel. L'association a mis les bougies doubles et depuis le 11 octobre dernier, l'antenne sud de la *Stëmm vun der Strooss* a pu ouvrir ses portes au numéro 32 de la Grand-rue.

Huit salariés à plein temps et une personne à mi-temps placés sous la direction des assistantes sociales Anne Waringo et Claude Consdorf et de l'éducateur diplômé Paul Kremer, ne manquent pas de travail à plus forte raison que personne ne s'était attendu à une telle affluence. Ainsi, selon la responsable, Claude Consdorf, 96 personnes parmi lesquelles des RMGistes, des SDF, des réfus-

giés, des toxicomanes, des chômeurs, des malades psychiques ou des individus sortant de prison se sont présentés dans les nouveaux locaux. Quelques trente personnes en moyenne par jour viennent faire appel au service social et participer aux différentes activités proposées par l'association. Ceux et celles vivant dans la rue y trouvent de quoi manger, se laver et se vêtir ainsi qu'une oreille attentive. Du lundi au vendredi, de midi à 17 heures, ils ont droit à un repas chaud avec une boisson au prix symbolique de 75 cents. L'utilisation d'un lave-linge et des douches est gratuite de même que le vestiaire où une fois par semaine ils peuvent renouveler leur garde-robe. Un service social de consultation fonctionne de 14 et 17 heures et toute personne a droit d'utiliser une heure par jour l'ordinateur afin de rechercher d'un emploi par Internet. Outre un personnel qualifié, la «voix de la rue» eschoise fonctionne avec des RMGistes et aimerait voir les bénévoles plus nombreux. Autre souhait ardent de la *Stëmm vun der Strooss*, c'est

d'avoir à sa disposition un médecin qui donnerait une ou deux fois par mois des consultations gratuites pour ceux qui ne bénéficient d'aucune couverture sociale. Comme futurs projets, Marcel Dettaille a évoqué la mise sur pied à Schoen-

fels d'un projet d'accueil pour trente personnes sortant de psychothérapie. La réalisation d'un foyer de nuit dans le sud du pays est un autre rêve du président de l'asbl.

Vendredi soir, la *Stëmm vun der Strooss* eschoise a été inau-

gurée en présence du bourgmestre, Lydia Mutsch, et du ministre de la Santé, Mars di Bartolomeo. Le curé-doyen Raymond Streweler a, pour sa part, béni les nouveaux locaux.

Lucien Wolff

LWort 20.11.2024

Seit Eröffnung 96 verschiedene Kunde

Stëmm vun der Strooss auf Nummer 32 in der Grand-Rue eingeweiht

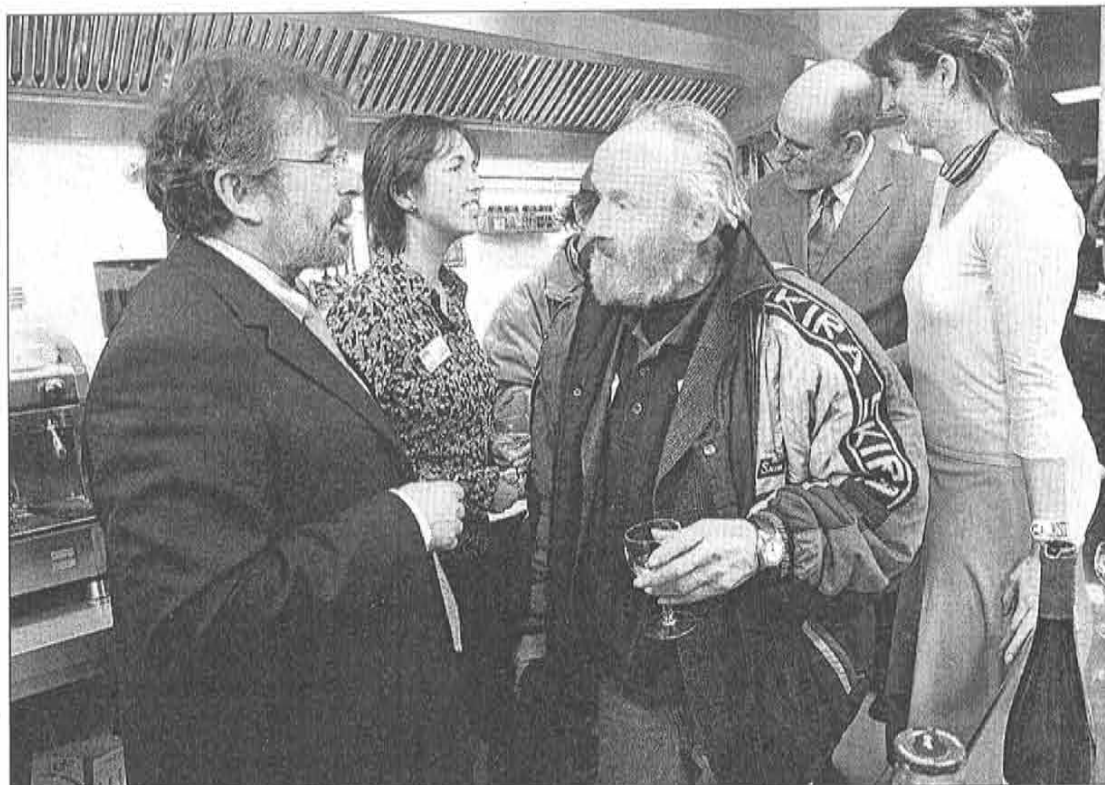
(fh) – Auf der Nummer 32 in der Grand-Rue wurde gestern der Treffpunkt der Stëmm vun der Strooss eingeweiht. Seit der Eröffnung des Hauses am vergangenen 11. Oktober wird dieses jeden Tag von durchschnittlich 29 Menschen aufgesucht. Hier haben sie die Gelegenheit, sich auszuruhen, sich zu waschen, etwas zu essen, ihre Kleider zu reinigen und sich auszusprechen.

Die Diskussion um die Dezentralisierung der Sozialstrukturen sei die erste Ursache für die Stëmm vun der Strooss gewesen, sich neben Luxemburg-Bonneweg ebenfalls in Esch/Alzette niederzulassen. Marcel Detaille, Präsident der Stëmm vun der Strooss gestern bei der Pressekonferenz. Bei ihrem Unterfangen sei die Vereinigung tatkräftig vom Escher Gemeinderat und vom Gesundheitsministerium unterstützt worden. Das Haus gehöre der Gemeinde Esch und sei von dieser renoviert worden.

Meiste Kunden aus dem Minette

In der Stëmm vun der Strooss in der Grand-Rue arbeiten zwei Sozialhelferinnen ganztags und ein diplomierter Erzieher halbtags. Zusätzlich gibt es achteinhalb Posten für Mises au travail, d. h. Obdachlose, die dort für den Mindestlohn arbeiten. „Seit der Eröffnung haben 96 verschiedene Leute den Weg hierher gefunden. Es besteht also ein Bedarf“, so Claude Consdorf, Verantwortliche der neuen Struktur. Jeden Tag kommen ein oder zwei neue Kunden. „Die meisten stammen aus der Minettegegend“, präzisierte die Verantwortliche. „Viele von ihnen wussten nichts von der Existenz der Stëmm in der Hauptstadt.“ Der Altersdurchschnitt liege um die 30 Jahre.

Das Dienstangebot der Stëmm vun der Strooss ist breit gefächert. So funktioniert wochentags eine Küche, in der zweieinhalb Mises au travail beschäftigt sind. Zwischen Mittag und 17 Uhr kann jeder hier für 50 Cent ein warmes Mahl und für 25 Cent ein Getränk erhalten.



Gesundheitsminister Mars di Bartolomeo (l.) bei der Einweihung der Stëmm vun der Strooss in Esch/Alzette.

(Phc

Großer Andrang besteht ebenfalls beim Waschdienst. Einmal in der Woche können die Besucher hier ihre Wäsche machen lassen. Daneben gibt es noch Duschen – zwei für Männer und eine für Frauen –, die ebenfalls von einer Mise au travail in Stand gehalten werden.

Im Treffpunkt wird auch eine Kleiderstube geführt. Einmal pro Woche haben die Besucher Recht auf kostenlose Kleidung. Auch werden sie hier für spezielle Gelegenheiten wie ein Einstellungsgespräch oder einen Gerichtstermin eingekleidet. Wer möchte, kann hier wochentags von 9 bis 17 Uhr Kleider abgeben.

Aktive Hilfe bei der Arbeitssuche gehört ebenfalls zu den Tätigkeiten der Stëmm. Zur Verfügung stehen drei Computer. Täglich können die Besucher entweder in der Presse oder im Internet nach einem Arbeitsplatz suchen. Schließlich bietet die Vereinigung von 14 bis 17

Uhr eine soziale Beratung an. Abschließend hoffte Claude Consdorf, dass sich künftig Ärzte finden ließen, um ein oder zweimal pro Monat eine kostenlose Sprechstunde zu organisieren. Auch seien ehrenamtliche Mitarbeiter im Treffpunkt willkommen.

Am Wochenende nicht geöffnet

Als problematisch bezeichnete Alexandra Oxacelay, Direktionsbeauftragte, die Tatsache, dass die Stëmm nicht am Wochenende geöffnet sei. In Bonneweg seien seit Jahresbeginn 730 verschiedene Kunden in die Stëmm gekommen. Sie hatten 64 verschiedene Nationalitäten. 40 Prozent von ihnen waren Luxemburger. 82 Prozent waren Männer. Das Durchschnittsalter lag bei 35 Jahren. Die Zahl der Mises au travail liegt bei 16. Durch die Immostëmm wurden bereits zehn Wohnungen vermittelt. Zurzeit wird an einer Wohn- und

Arbeitsstruktur in Schoenfels gearbeitet, die für therapierte Drogensüchtige bestimmt ist. Bei der anschließenden Einweihung sagte die Escher Bürgermeisterin Lydia Mutsch, dass das soziale Engagement eine politische Tradition in Esch sei. Es sei wichtig, soziale Ausgrenzung nicht als Fatalität zu akzeptieren. Solidarität brauche Idealismus, aber auch Information und Motivation. Gesundheitsminister Mars di Bartolomeo sprach sich für praktisch angewendete Solida-

rität aus. Eine Lastenverteilung im Sozialbereich im Land sei notwendig. Esch habe mit der Unterstützung der Stëmm einen Schritt in die richtige Richtung getan, so der Minister. Er begrüßte die von der Stëmm geleistete Pionierarbeit und unterstrich, dass in Solidaritätsfragen Politiker mehr Mut an den Tag legen müssten. Abschließend segnete Dechant Raymond Strewelen die renovierte Infrastruktur.

Viele Worte, wenig Taten

Nach dem Hearing zur Drogen- und Obdachlosenproblematik liegt der Ball bei den politisch Verantwortlichen.

Nur einen Steinwurf von dort entfernt, wo sich tagtäglich das soziale Elend offenbart, hatten sich zahlreiche Anwohner und Geschäftsleute eingefunden, um öffentlich über die Probleme des Bahnhofsviertels zu diskutieren. Nicht nur die Anzahl der Anwesenden war groß, sondern auch die der Augenzeugenberichte. Am Pranger standen dabei Obdachlose, die sturzgetrunken Passanten anpöbeln, Junkies, die mit dreisten Diebstählen ihre Drogensucht finanzieren, und Prostituierte, die ihrem Gewerbe in Miet Häusern nachgehen. Fakt ist, dass sich die aufgebrachten Bürger von der Stadtverwaltung im Stich gelassen fühlen und die Sicherheitsrisiken nicht mehr länger in Kauf nehmen wollen.

Während des vierstündigen Hearings skizzierte auch Generalstaatsanwalt Roby Biever die Probleme mit den so genannten Drogendealern aus Afrika. Genau wie seine Nachbarn erlebt Luxemburg einen Wandel in der Asylpolitik. Die Antragsteller kommen nicht mehr vom Balkan, sondern aus Afrika. Man dürfe dennoch nicht alle Schwarzafrikaner, die in Luxemburg Asyl beantragen, in einen Topf werfen, stellte der Justizvertreter klar. Wichtig sei es zu differenzieren. Und endlich Änderungen im Asylrecht herbeizuführen, um über eine Gesetzgebung zu verfügen, die effiziente Maßnahmen ermöglicht. Doch auch hier gilt es zu unterscheiden: Diese Forderung fällt unter den Zuständigkeitsbereich der politisch Verantwortlichen des Landes und geht weit über die Kompetenzen der Stadtväter hinaus.

Vertreter aller jener Organisationen, die in den Szenepunkten im Einsatz sind, gaben anschließend Einblick in ihre Arbeit. In den vergangenen Monaten sei die Klientel größer und jünger geworden, hieß es. Trotzdem sei herzlich wenig passiert, so der allgemeine Tenor. Zu fehlen scheint demnach neben dem politischen Willen, ganz einfach auch das klare Bekenntnis dazu, dass in unserer Gesellschaft nicht alles so heil ist, wie es dargestellt wird. Einen Tag nach dem Hearing, das Paul Iminger als



«friedlich verlaufene und konstruktive Zusammenkunft» bezeichnete, kündigte er das Schaffen einer Auffangstruktur für alkoholabhängige Obdachlose an. Eine lobenswerte Initiative. Dennoch ist auch sie nur ein Tropfen auf den heißen Stein. Fehlen tut nämlich immer noch eine Fixerstube. Ihre Einführung scheiterte vor zwei Jahren am Veto der hauptstädtischen Schöffen. Im Kampf gegen die Drogenproblematik wäre eine Fixerstube genau das Mittel, mit dem man zwei Fliegen mit einer Klappe schlagen könnte: Stete Entkriminalisierung der Szene und schlagartige Verbesserung der Lebensbedingungen der Betroffenen. Am 6. Dezember, wenn der Gemeinderat seine Schlüsse zieht, wollen zumindest die Stadtväter klüger sein. Bis dahin gilt: Probleme zwar erkannt. Doch längst nicht gebannt.

Intensiv: Vier Stunden lang hörte sich der Gemeinderat die Klagen der «Garen» an.